

**CONCOURS INTERNE POUR L'ACCÈS A L'EMPLOI DE
CONSEILLERE / CONSEILLER DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
(CADRE D'ORIENT)
AU TITRE DE L'ANNÉE 2022**

ÉPREUVES ÉCRITES D'ADMISSIBILITÉ

Mardi 7 septembre 2021

QUESTIONS INTERNATIONALES

Rédaction d'une note à partir d'un dossier relatif aux questions internationales

Durée totale de l'épreuve : 5 heures

Coefficient : 3


SUJET AU VERSO :

Ce dossier comporte 63 pages (page de garde et sommaire non compris)

SUJET :

Dans la perspective de la présidence française de l'Union européenne, le ministre envisage l'organisation d'une réunion du Conseil en format Conseil affaires étrangères relative à l'Indo-Pacifique et à la mise en œuvre de la stratégie européenne. En vous fondant sur les documents joints, vous voudrez bien élaborer une note à l'intention du cabinet, exposant le contexte général, les actions déjà menées par l'UE, les positions de nos principaux partenaires, ainsi que des propositions sur les objectifs que cette réunion viserait à atteindre.

SOMMAIRE

Doc 1 : Discours du Président de la République à l'occasion de « Choose la Réunion »	1
Doc 2 : Le Quad, pilier de la stratégie indopacifique de l'Administration Biden ?.....	8
Doc 3 : German Policy Guidelines for the Indo-Pacific Region.....	11
Doc 4 : Le format 17+1 est-il encore adapté ?.....	13
Doc 5 : Council conclusions on an EU Strategy for cooperation in the Indo-Pacific.....	16
Doc 6 : La France dans le piège de « l'axe indopacifique »	22
Doc 7 : UK Applies to Join CPTPP	24
Doc 8 : RCEP : l'impact géopolitique d'un nouvel élan d'intégration commerciale	26
Doc 9 : European Parliament Votes to Freeze the Comprehensive Agreement on Investment.....	31
Doc 10 : President Biden and G7 Leaders Launch Build Back Better World Initiative.....	34
Doc 11 : La stratégie de défense française en Indopacifique.....	36
Doc 12 : La Chine au cœur de la plus grande zone de libre-échange de la planète.....	39
Doc 13 : La stratégie européenne de connectivité	43
Doc 14 : New Geopolitics in the Indo-Pacific : Webinar by the Italian Embassies in India and Japan	46
Doc 15 : L'Indo-Pacifique libre et ouvert - le grand Continent.....	48
Doc 16 : Belt and Road Initiative (extrait du site officiel "Belt and Road Initiative").....	56
Doc 17 : Une stratégie européenne pour l'Indopacifique – Interview de Heiko Maas.....	61

Document 1

DISCOURS DU PRÉSIDENT EMMANUEL MACRON DANS LE CADRE DE « CHOOSE LA RÉUNION »

(Extraits)

12 DECEMBRE 2019

[...] J'ai évoqué au sens large ce qu'est l'Indopacifique. La région est l'épicentre du commerce maritime mondial et elle le sera de plus en plus. Les océans abritent près de 450 câbles sous-marins par lesquels transitent les flux d'information mondiaux. Ils recèlent des réserves halieutiques et énergétiques sans équivalent, qui sont vitales pour l'humanité et donc cette région dont nous parlons, elle est en train de devenir le carrefour de demain sur le plan des routes maritimes. Elle est d'ores et déjà devenue le carrefour sur le plan des câbles sous-marins et de la connectivité. Et elle le sera de plus en plus compte tenu des réserves énergétiques et halieutiques qui sont les siennes et du trésor de biodiversité qu'elle recèle. Et donc, nous avons un agenda à bâtir dans cette région qui est absolument inédit et je crois que cet agenda, il faut le bâtir de manière collaborative, coopérative, dans une stratégie, si je puis dire, d'amitié, d'ouverture avec l'ensemble des pays de la région, de coopération véritable. Et au fond, ce à quoi je crois très profondément, et ce que je veux que nous puissions décliner sous tous les volets, c'est cet agenda d'amitié stratégique avec l'ensemble des pays qui sont ici présents [...]

Alors cet agenda commun, je voudrais le broser très rapidement devant vous ce soir. Évidemment, je vais surtout vous parler d'économie, mais je voulais vous dire qu'au-delà de l'économie, ça s'inscrit pour moi dans une vision profondément géopolitique de cette région que nous devons partager. Géopolitique parce que, à mes yeux, c'est d'abord un agenda de sécurité que nous devons bâtir. La ministre des Armées a décliné le pilier sécuritaire et militaire de notre stratégie Indopacifique, il y a quelques mois à Singapour [...] C'est l'idée de dire que cet espace, si nous voulons qu'il puisse continuer à être un espace de liberté et de souverainetés respectueuses les unes des autres, nous devons en assurer collectivement la sécurité pour que chacun puisse avoir ce que le Premier ministre australien TURNBULL appelait « la liberté de sa souveraineté » dans ce grand espace Indopacifique et qu'aucune hégémonie ne s'installe dans la région.

Et donc, pour ce faire, nous avons un rôle à jouer et des partenariats à établir et nous avons commencé à le faire. Il y a une déclinaison opérationnelle concrète ici dans la région que nous renforçons. Cela passe par l'action de nos forces armées de la zone sud de l'Océan Indien déployée à la Réunion et à Mayotte et qui contribue, en lien avec nos partenaires régionaux, à la sécurité et à la stabilité régionale, à la lutte contre la piraterie, l'immigration clandestine, les activités maritimes illégales. Cette présence est essentielle. Elle est essentielle pour nos compatriotes qui vivent dans la région, pour nos entreprises qui veulent voir leurs intérêts préservés, pour notre souveraineté dans la région et pour nos partenaires.

Avec l'Inde, je le disais, nous avons acté avec le Premier ministre MODI une vision océanique commune et renforcé notre coopération opérationnelle pour la sécurité et la stabilité dans la région. Nous partageons ensemble l'analyse d'une sécurité maritime conjointe dans le sud de l'Océan Indien et nous travaillons à la mise en place de missions de surveillance commune et dès le premier trimestre 2020, le déploiement d'un avion de patrouille maritime de l'Indian

Navy est planifié à La Réunion. Ce qui est là aussi un mouvement inédit, un changement très profond. Il y a quelques années, on n'imaginait pas d'engager avec nos amis indiens une présence maritime ici, de la même manière que les opérations que nous avons faites récemment. C'est la réalité de cet agenda stratégique nouveau que nous partageons.

Avec l'Afrique du Sud, nous avons noué un partenariat là aussi stratégique. Nos armées organiseront en novembre 2020 un important exercice militaire dénommé Oxide et je souhaite que la présidence de l'Union africaine, qu'exercera l'Afrique du Sud à partir de l'année prochaine, soit l'occasion de passer un nouveau cap dans ce partenariat stratégique en matière de surveillance des mers.

Et vous l'avez compris, pour moi, cet agenda de sécurité commun dans la région, c'est un agenda de surveillance maritime, de protection de nos espaces marins, de construction justement, d'un agenda conjoint pour éviter toute forme d'hégémonie ou d'intrusion.

* * * * *

L'agenda commun pour la région que nous portons dans tout ce bassin Indopacifique avec nos partenaires de l'Océan Indien est aussi, et c'est le deuxième acte que je voulais ici développer, sur lequel je voulais insister auprès de vous, un axe de lutte contre le réchauffement climatique et pour la protection de la biodiversité. Je le disais, cet espace est unique et c'est un trésor de biodiversité. Et si nous voulons réussir dans la région ensemble, il nous faut construire les voies et moyens de coopérer, là aussi, sur ce volet.

Nous avons lancé à cet égard plusieurs initiatives. La réforme de la gouvernance du Fonds vert pour le climat, qui bénéficie aux pays de la région, et nous nous assurerons une reconstitution efficace dans quelques jours à Paris. Ce sont très concrètement, et le ministre y est très engagée, la possibilité de mobiliser les financements internationaux pour aller vers les pays les plus fragiles, les plus en difficulté, et les aider à avoir des stratégies sur le renouvelable exactement cohérentes avec la stratégie que nous poursuivons sur le territoire de la Réunion en matière justement, là aussi de lutte contre le réchauffement climatique, et j'y reviendrai dans quelques instants, de développement du renouvelable.

L'Alliance solaire internationale est une très grande initiative qui applique les accords de Paris. Nous l'avons lancée avec le premier ministre MODI au printemps 2018 en Inde, et elle vise à réduire drastiquement les coûts de l'énergie solaire et permettre aux pays qui disposent de cette ressource en abondance d'en exploiter tout le potentiel. Ce sont là aussi des financements, des partages de meilleures pratiques, et c'est la mobilisation de nos acteurs, en particulier l'Agence française de développement, qui a bâti une stratégie dans ce cadre. Et donc, nous avons des partenariats avec l'Inde et tous les pays signataires, avec les entreprises et les investisseurs signataires, et nous avons mis en place, là aussi, un modèle spécifique. Une première stratégie pour le Pacifique a été bâtie et nous sommes en train, justement, avec nos partenaires, de finaliser l'initiative régionale dans l'Océan Indien sur la biodiversité, les écosystèmes et la lutte contre le réchauffement climatique qui visera à accélérer ce déploiement. Vous le voyez, je considère que cet agenda climatique est absolument décisif. Il l'est pour que nous ayons une vraie stratégie sur le renouvelable et sur le solaire. On a commencé à la voir, nous avons bâti le cadre de coopération internationale. Il faut maintenant mobiliser à plein les financements et construire des stratégies communes avec nos partenaires de la région.[...]

Et à côté de cela, il nous faut accélérer la lutte pour la biodiversité. Et ce sujet, comme le précédent, est un sujet d'innovation et de création de valeur. C'est un sujet de construction de filière économique, entendons-nous bien. Je souhaite que nous ayons une stratégie de préservation de notre biodiversité beaucoup plus efficace. Nombre d'élus, dont je retrouve ici

les visages amis, le savent, qui mènent des projets depuis longtemps en la matière. Protéger notre biodiversité, c'est éviter la prédation de certains projets qui ne sont plus compatibles avec un développement harmonieux, et qui donne toute sa place à nos populations. Mais c'est aussi donner la possibilité de développer des filières et de la création d'emplois localement. Défendre la biodiversité dans l'Océan Indien, c'est construire enfin véritablement de manière partenariale une filière pêche durable. Aujourd'hui, il est quand même paradoxal de voir à quel point sur nos territoires, nous avons insuffisamment développé nos filières de pêche et de voir - je ne citerai personne-, mais certaines puissances prédatrices venir dans nos eaux, faire de la pêche industrielle, parfois épuiser nos réserves halieutiques, sans qu'il n'y ait aucun bénéfice pour l'emploi dans nos régions. La clé, la réponse à cela, c'est préserver la biodiversité, et faire respecter notre souveraineté - ce que je viens de dire -, c'est avoir les instruments juridiques pour interdire cette exploitation [...]

Et donc l'agenda biodiversité n'est pas réservé à quelques-uns qui pourraient avoir le luxe de ces belles idées. Au contraire, c'est un agenda stratégique pour toute la région parce que la région est faite de pays vulnérables, si nous n'y prenons pas garde, parce qu'un des atouts de la région, c'est son capital biodiversité. Ça n'est pas un capital artificiel, ça n'est pas un capital construit, c'est un capital naturel. Et il faut réussir à le valoriser pleinement. Et je m'engage aussi à ce que le plan international et financier, nous arrivions à pleinement le valoriser pour qu'il y ait un retour sur les territoires et les populations. Et donc vous le voyez, c'est un agenda de conquêtes.

* * * * *

Et puis, le troisième axe de cette stratégie Indopacifique, c'est évidemment l'axe économique. Il y a trois sujets sur lesquels je voulais principalement insister. Le premier pilier de cette stratégie économique, c'est celui de la connectivité et des infrastructures physiques et numériques. Être connecté, c'est avoir un accès. Avoir un accès à la possibilité de se déplacer, d'aller faire des études y compris dans la région, de commuter, d'exister dans cet espace qui est un espace culturel, linguistique qui a sa réalité, mais qui est séparé parfois par des barrières de non connexion maritime, aérienne ou numérique. Et donc, nous devons y répondre.

Les besoins d'infrastructures dans toute la région sont colossaux. Je vais citer la Banque asiatique de développement 22 600 milliards de dollars d'ici à 2030, dit-elle. Ça vous montre le défi, et c'est un défi public et privé. C'est absolument considérable. Et dans une zone composée très majoritairement de pays insulaires ou riverains d'un océan, la question de la connectivité des réseaux, et de ses réseaux de transport est centrale, économiquement comme politiquement. La connectivité aérienne, comment proposer des offres touristiques innovantes, inventer une économie compétitive, si on n'a pas d'avions qui desservent le territoire ? [...]

L'enjeu, c'est de construire avec nos partenaires des infrastructures de transport et de communication de qualité, qui garantissent la libre circulation des personnes, de l'information et des biens, qui soient des projets soutenables économiquement et respectueux de la souveraineté des États sur le plan de la dette. Qu'est-ce que ça veut dire ? Je traduis ce qui m'a été dit en termes diplomatiques. Que quand certains grands pays proposent à d'autres États de faire des infrastructures en s'endettant à 200% du PIB, ça n'est généralement pas soutenable. Et donc c'est des promesses qui finissent mal. Il y a des exemples pour témoigner. Je vous invite à voir ce qui s'est passé au Sri Lanka. Donc il est clair que nous avons sur ce sujet aussi une clarification du mode d'action, et c'est un débat que nous continuons à avoir avec plusieurs de nos amis parce que je pense qu'il faut clarifier ce point. La France a évidemment un rôle important à jouer dans ce domaine, à la fois sur le plan de la définition des normes et des standards du fait de son appartenance à l'Union européenne, sur le plan financier, au travers des

moyens que la France met par l'Agence française de développement dans la région, et sur le plan des compétences [...]

Je pense également au projet de liaison par câble sous-marin en fibre optique, qui constitue un enjeu majeur, économique, de sécurité et de souveraineté pour tous les pays de la région. Sur ce point, je veux vraiment attirer votre attention. On a très peu parlé dans les discours officiels ces dernières décennies du sujet des câbles sous-marins. Ça peut peut-être paraître un peu baroque à certains qui m'entendrez en parler ainsi. Mais ne vous trompez pas, dans un monde où tout se numérise, c'est un enjeu stratégique. Pour permettre les échanges et les accélérer, il en faut de nouveaux. Mais pour être sûrs, et pour savoir qui les contrôle. Parce que le jour où on aura tiré des câbles, mais on ne sait pas qui les contrôle et qui a accès aux données qui passent entre elles, nous nous réveillerons dans un monde qui aura peut-être changé d'allure. Et donc nous devons nous préoccuper de ce sujet. Et dans la région, c'est un espace absolument stratégique, entre l'Afrique et l'Asie, entre l'Afrique et le Pacifique. Et donc, ce carrefour des câbles sous-marins est un carrefour des échanges économiques et des échanges de données, et en même temps, de la portée stratégique de ce point.

Il y a un intérêt décisif à travailler sur ces projets entre partenaires de confiance. Et c'est aussi pour cela que la présence de plusieurs membres du gouvernement de la région est essentielle. On doit partager cette stratégie. Elle est importante pour votre souveraineté, à laquelle vous tenez tant, et pour la nôtre.

Ce sujet de connectivité, vous l'avez compris, c'est pour moi le premier pilier de la stratégie économique que nous devons développer dans la région et les investisseurs, les entreprises que vous êtes, l'écosystème de la French Tech, que j'ai salué tout à l'heure. Ce sont des entrepreneurs, j'allais dire jeunes, mais de toute génération, mais qui, dans tous les secteurs, veulent faire rayonner le territoire de la Réunion et ils réussissent. Mais ils ont énormément à faire avec Digital Africa. Je vois nos représentants ici et ceux qui ont travaillé. Digital Africa c'est un trésor qu'on a nous-mêmes développé, c'est mettre en connexion des milliers de start up du numérique en Afrique, leur apporter des financements, mais aussi des liens que ce soit Afrique francophone, anglophone et lusophone. Je le dis pour tous nos amis de la région. Mais la French Tech de la Réunion, son premier partenaire, je le dis très sincèrement, ce n'est pas la French Tech Paris ou la French Tech Laval, c'est la French Tech de Digital Africa. C'est la diaspora africaine qui est juste à côté, où il y a des opportunités formidables, des accès aux marchés énormes. Et donc, cette stratégie de connectivité, elle est essentielle à mes yeux.

Deuxième pilier de cette stratégie économique, ce volet économique, c'est le développement durable, intégrant pleinement la dimension environnementale sur les énergies, la ville durable, l'agro écologie. Je le disais, il y a un enjeu énergétique formidable. J'ai commencé à l'évoquer en parlant de la biodiversité. Je vois le président de la CRE qui est avec nous et qui est engagé sur le territoire. C'est là aussi un enjeu de connexion. Parce qu'on a la possibilité, même si on multiplie les énergies intermittentes, si on fait de la connexion énergétique, de réduire les failles, de réduire les ruptures, et d'avoir une vraie réponse. Et donc, avoir une stratégie de réseau énergétique régional est absolument essentiel et doit faire partie de cet agenda Indopacifique.

C'est aussi développer un agenda ambitieux sur les énergies renouvelables. Il nous les faut développer à grande échelle dans la région parce que c'est essentiel pour limiter les gaz à effet de serre. Cela implique très concrètement, d'agir ensemble pour lever les obstacles réglementaires et financiers, concevoir des projets adaptés aux spécificités locales, comme nous le faisons dans le cadre de l'Alliance solaire internationale que j'évoquais et aller plus vite. Je sais que c'est votre volonté, c'est aussi la nôtre [...] Mais je souhaite aussi qu'on enclenche, au-delà du solaire, une stratégie véritablement complète. Et vous êtes là pour montrer que c'est

possible. La France compte de nombreuses entreprises pionnières sur l'éolien, le photovoltaïque, la géothermie, les énergies marines, la biomasse. Plusieurs groupes sont ici présents. Je ne peux pas tous les citer, sinon je ferais des jaloux. Mais il y a Akuo, Albioma, des groupes mauriciens comme IBL qui sont aussi là et qui sont très engagés sur ces sujets. Donc, on a des champions dans la région. Il faut maintenant les développer, leur permettre d'accélérer.

Et ce que je souhaite, c'est que nous nous simplifions. Nous apportons les financements. Et qu'autour des projets, dont plusieurs ont été mis en valeur cet après-midi, qu'on puisse montrer que ces projets apportent des solutions adaptées aux spécificités de la région et qu'on puisse donc très concrètement, avec la plateforme AFD et avec les acteurs régionaux, en faciliter le déploiement. Je regarde les exemples qui ont été offerts, les containers solaires d'Akuo Énergie résistant aux zones cycloniques, qui permettent aujourd'hui d'électrifier des villages en Indonésie, mais aussi des centrales combinant production d'énergie et agriculture à La Réunion. [...] Ces créations sont intéressantes pour énormément de pays de la région qui ont les mêmes défis. Et donc, c'est ça que nous devons ensemble réussir à développer et atteindre un marché qui est à l'échelle pour toutes ces entreprises et ces startups.

Il nous faut aussi construire ensemble de véritables stratégies bleues respectueuses des souverainetés, des enjeux de protection de l'environnement et de biodiversité. Je l'ai évoqué tout à l'heure en parlant de la pêche durable. Mais les fermes aquacoles, les centres de formations maritimes, il y a toute une stratégie à développer. Nous avons une expertise solide, par exemple à travers Ifremer, présents à La Réunion et qui a vocation à contribuer à cela. Je souhaite qu'on puisse là aussi multiplier cet engagement. Et donc, vous le voyez sur ce deuxième axe, nous avons énormément de métiers d'avenir en la matière, sur le plan de la production d'énergie, de ces réseaux dans toute la région, qui sont à développer, où il y a non seulement la possibilité d'avoir la création d'une électricité, d'une énergie à basse émission de CO₂, mais également la création d'emplois sur nos territoires [...]

Nous devons aussi accélérer évidemment les échanges régionaux sur la ville durable. C'est une des grandes forces de la France. Nous avons des champions. On a réengagé dans le territoire avec force notre programme d'investissements dans les compétences. On doit démultiplier nos offres de services dans la ville durable. La ville durable, c'est un défi pour toute la région. C'est un défi qui, parmi les plus grands en Afrique et tout particulièrement dans cette région d'Afrique australe, c'est un défi fondamental pour l'Inde, qui est de savoir gérer la complexité urbaine. Gérer les déchets, gérer l'eau, gérer les flux complexes, la mobilité, la circulation et mettre l'intelligence dans tout ça. Là aussi, nous avons une stratégie régionale à bâtir avec des champions africains indiens, à faire émerger et des entreprises françaises, à faire travailler en synergie avec leur écosystème.

Je n'oublie pas, évidemment, dans ce cadre, les enjeux agroalimentaires qui doivent occuper une place essentielle dans la stratégie d'intégration régionale, comme le porte la Commission de l'Océan Indien avec notre soutien entier. Nous devons ensemble créer les conditions d'une sécurité alimentaire, mieux diffuser les bonnes pratiques agricoles, promouvoir l'agro-écologie, mieux structurer nos filières et développer le commerce intrarégional. [...]

Le dernier pilier sur lequel je voulais insister dans cette stratégie à laquelle je crois pour la région sur le plan économique, c'est le renforcement des échanges humains, touristiques, universitaires, scientifiques sans lesquels une stratégie économique est au fond un moteur sans âme. L'économie, ce sont des femmes et des hommes qui échangent, qui circulent, qui échangent des idées, qui alimentent un agenda commun, partagent justement les choses.

Nous devons construire ensemble des stratégies de tourisme durable parce que là aussi, c'est un défi commun dans la région où le tourisme est pour beaucoup d'économie de la zone l'une des principales ressources. Et donc cet agenda touristique, c'est un agenda de construction et de services essentiels, on le sait bien. [...] On sait l'excellence de Maurice, qui est vraiment un exemple dans la région. La Réunion a cette carte à jouer à plein [...] pour la modernisation des infrastructures, l'excellence de l'offre touristique, mais l'excellence aussi d'une offre touristique durable, c'est-à-dire qui répond à l'agenda climatique que j'évoquais, qui répond aux souhaits aussi des touristes d'aujourd'hui et demain, qui répond aux propres objectifs que nous nous assignons en la matière. Et je souhaite que nous ayons tous les pays de la région à s'inscrire dans cet agenda. Ils ont le même, et la volonté de le développer avec la même force.

Dans le même cadre, évidemment, j'inscris nos partenariats scientifiques et universitaires régionaux pour que nos jeunes se connaissent mieux, bénéficient pleinement de cet ancrage régional, qui est un trésor véritable de découverte et de dynamisme. Et c'est déjà le cas, mais parfois de manière trop unilatérale et encore de manière trop limitée. Mais je regardais les chiffres en vous rejoignant. Il y a 4300 étudiants malgaches qui étudient en France, 4300. Soixante-dix pour cent d'entre eux sont à la Réunion. 70%. Et donc nous devons aller plus loin dans ces échanges et développer justement ces offres universitaires partagées, ces programmes partagés. C'est aussi pourquoi nous allons lancer un Erasmus de l'Océan Indien pour aider à la circulation de ces talents, qu'il s'agisse d'ailleurs des apprentis chers à la ministre du Travail, et aider justement dans toutes ces filières pour nos PME qui en ont tant besoin, les échanges et la circulation des talents et aussi la capacité pour nos jeunes à acquérir les talents linguistiques. [...]

A partir de cet archipel [de la Réunion], nous pouvons bâtir ensemble un archipel des savoirs, des compétences, mais aussi de la science. Et l'agenda de coopération scientifique, est pour moi essentiel. Tout à l'heure, nous avons décidé d'installer au sein des îles Éparses, à Grande Glorieuse, un nouveau centre scientifique permanent pour poursuivre cet agenda justement de biodiversité. Je souhaite qu'il soit fait là aussi, en partenariat tout particulièrement avec nos amis malgaches, et qu'on partage cet agenda de biodiversité ensemble, de compétences, d'expertise.

Au fond, nous pouvons faire de l'Océan Indien cette présence partagée d'un archipel des Lumières. C'est à dire de la circulation, des talents, des savoirs, des compétences tous ensemble. Mais pour cela, j'avais besoin aussi de vous donner la stratégie que je poursuis. Comment je demande au gouvernement de travailler, comment je demande à nos opérateurs de faire, et comment je souhaite coopérer avec tous les pays de la région ici présents. Cette stratégie s'inscrira, elle sera en quelque sorte bâtie, autour de la présence française dans la région. Elle ne doit pas être bâtie, construit, pensé, développer depuis Paris. Je le dis très clairement, c'est ici qu'elle doit se faire, et c'est ici qu'en est l'épicentre. Et donc les compétences et talents, qu'il a l'article et la décline, doivent être ici, dans la région.

A l'appui de ses priorités, je veux aussi que nous puissions proposer une autre méthode. Tout d'abord en travaillant dans les différents formats d'intégration régionale. La France est membre fondateur de la Commission de l'Océan Indien, qui nous réunit avec 4 pays membres de l'Union africaine. Notre présidence, l'an prochain, que j'ai déjà évoquée, sera un temps fort de cette mise en œuvre. Et nous relançons aujourd'hui notre candidature à l'organisation de bassins, l'association des Etats riverains de l'Océan Indien, où nous ne sommes que membres observateurs, et qui regroupe 22 Etats riverains de l'Océan Indien. J'appelle nos partenaires de la région à nous soutenir, parce que les axes de cette organisation sont pleinement cohérents avec ceux que nous portons au sein de la Commission de l'Océan Indien, où la plus-value de la

présence française est, je crois, reconnue, et donc, nous souhaitons pleinement les développer en cette enceinte.

Nous mobiliserons aussi l'Union européenne, qui est d'ores et déjà très investie dans la zone, mais qui doit y bâtir avec nous, avec l'ensemble de nos partenaires, une véritable stratégie politique, économique et environnementale. Sur la base de ces formats, nous prendrons l'initiative pour construire des forums économiques régionaux réguliers. A l'instar de celui qui a été organisé aujourd'hui - et je veux vraiment remercier les organisateurs et tous les participants - parce que ce Choose La Réunion est une première. Il est un succès grâce à celles et ceux qui l'ont organisé, grâce à votre présence, et au fait que vous êtes en train de démontrer que c'est une réalité, avec énormément de potentiel, cette région.

Et donc, nous allons bâtir ainsi des forums successifs, pour créer de véritables clubs de chefs d'entreprise de l'Indopacifique, en lien avec les formats qui réunissent déjà les entrepreneurs de l'Océan Indien. Pour créer aussi des habitudes, pour permettre que des histoires communes se développent, et je veux saluer en particulier la mobilisation de plusieurs d'entre vous. Evidemment, j'ai cité tout l'écosystème déjà, et la French Tech ici, beaucoup d'entreprises et de PME réunionnaises, comme de grands groupes, mais je veux aussi saluer la présence et la mobilisation d'une douzaine de PDG indiens, venus spécifiquement à La Réunion aujourd'hui, avec à leur tête le président de la Confédération industrielle indienne, Vikram KIRLOSKAR, justement pour nouer ce dialogue. La présence de ces grandes compagnies, la présence de plusieurs chefs d'Etat africains de la région est la trace, la marque que cet agenda a une existence et une force.

Document 2

Le Quad, pilier de la stratégie indo-pacifique de l'administration Biden ?

21 avril 2021, 21:53 CEST

Auteur Marianne Péron-Doise

Chercheur Asie du Nord et Sécurité maritime Internationale, chargé de cours Sécurité maritime, Sciences Po

La compétition de puissance Chine-États-Unis entamée sous l'administration Trump tourne à l'affrontement avec la présidence Biden. Celle-ci s'efforce de rallier activement alliés et partenaires asiatiques et européens au sein d'une alliance des démocraties au service d'une diplomatie des valeurs incarnée par un « Quad plus » au format multidimensionnel.

La réunion du 12 mars 2021 des dirigeants des quatre pays fondateurs du Dialogue de sécurité quadrilatéral (Quad) – le Japon, les États-Unis, l'Australie et l'Inde –, à l'initiative américaine, semble indiquer que ce mécanisme a vocation à devenir central dans le cadre d'une stratégie indo-pacifique renouvelée des États-Unis. La décision de Joe Biden de s'en saisir aussi rapidement, tout comme le communiqué suivant la réunion, marque la revitalisation d'une enceinte à l'agenda diplomatique jusqu'ici sans substance et qui avait du mal à dépasser la perception de n'être qu'un bloc anti-chinois.

La voie étroite entre vision américaine et coopération inclusive

De fait, depuis sa création en 2007 en marge du Forum régional de l'Asean, le Quad n'avait réussi qu'à cristalliser l'attention sur le manque de cohérence de son discours et de ses objectifs en dépit de l'implication du premier ministre japonais Shinzo Abe. Celui-ci n'a pas ménagé ses efforts pour en faire une plate-forme rassemblant quatre démocraties asiatiques, dont les capacités politiques, économiques et maritimes pouvaient donner corps à sa vision d'un « Indo-Pacifique libre et ouvert ».

On le sait, les réticences tant de l'Inde que de l'Australie à s'y engager activement, de crainte de compromettre leur politique d'équilibre vis-à-vis de la Chine, ont longtemps limité les vellétés de coordination diplomatique et d'interactions militaires au sein du Quad. La relance des discussions depuis 2017 dans un contexte de tensions maritimes croissantes avec la Chine sort à peine le Quad de protocoles informels. Il faudra attendre la décision de Canberra en novembre 2020 d'accepter l'invitation indienne à l'exercice d'entraînement américano-indien Malabar pour voir le groupe s'affirmer. Le Quad se donne alors les moyens de s'afficher comme un mécanisme pouvant potentiellement projeter une capacité militaire. D'autant plus que le Japon est devenu membre permanent de Malabar depuis 2015.

Depuis son entrée en fonctions, la nouvelle administration américaine a entériné le concept d'« Indo-Pacifique libre et ouvert » qui avait marqué le discours stratégique dominant de la présidence Trump tout en endossant une même ligne très ferme vis-à-vis de la Chine.

Le Conseiller à la sécurité nationale Jack Sullivan a souligné la centralité du concept tandis que le président Biden a saisi toute l'importance du Quad en tant que cadre de coopération

multidimensionnelle pour développer une vision indo-pacifique inclusive, ce que n'avaient pas réussi à faire ses prédécesseurs, y compris l'administration Obama. Ce faisant, il a favorisé la définition d'un agenda pragmatique reflétant les préoccupations de sécurité régionales de l'heure, à savoir la lutte contre la Covid-19. L'une des premières initiatives du Quad à destination notamment de l'Asean est la fabrication de vaccins du laboratoire américain Johnson & Johnson en Inde avec le soutien financier et logistique des États-Unis, du Japon et de l'Australie.

L'« esprit du Quad », une alternative démocratique à la BRI chinoise

Le communiqué conjoint publié après le Sommet du 12 mars, au ton volontaire, marque ce nouveau départ. Décrivant l'esprit du Quad, le texte précise, en guise de préambule :

« Nous aspirons à une région libre, ouverte, inclusive, saine, ancrée dans les valeurs démocratiques et non contrainte par la coercition. »

Une formule qui suggère un champ d'action commun assez large et varié. En effet, les défis mentionnés englobent tout autant l'impact économique et sanitaire de la Covid-19, le changement climatique mais aussi des préoccupations communes touchant le cyberspace, les technologies critiques, le contre-terrorisme, les investissements dans des infrastructures de qualité, l'assistance humanitaire.

On notera une rédaction sans équivoque touchant le domaine maritime où, sans être nommée, la Chine figure en filigrane. Il est en particulier question d'une collaboration visant à « relever les défis de l'ordre maritime fondé sur des règles dans les mers de Chine orientale et méridionale » qui laisse entrevoir la perspective d'actions communes concernant la défense de la Convention de Montego Bay sur le droit de la mer et la liberté de navigation.

Les quatre pays se sont engagés à créer trois groupes de travail sur les vaccins et le climat, avec notamment le souci d'une mise en œuvre effective de l'Accord de Paris et les technologies émergentes. Ce dernier groupe met un accent particulier sur des problématiques clés de la vision indo-pacifique défendue par le Quad – une région que la Chine a particulièrement investie à travers sa « Belt and Road Initiative » (BRI). Il s'agit de corriger la vulnérabilité constatée des partenaires en matière de connectivité avec une attention particulière portée au développement de standards en matière de communication, mais aussi de renforcer l'indépendance des chaînes d'approvisionnement logistique.

Revitalisation des alliances américaines et multilatéralisme maritime à la carte

Outre le Quad, le renforcement des alliances traditionnelles se trouve clairement intégré à la stratégie indo-pacifique de l'administration Biden.

Dès le 15 mars, pour leur premier déplacement à l'étranger depuis leur entrée en fonctions, les secrétaires d'État et de la Défense américains, Antony Blinken et Lloyd Austin, se sont rendus au Japon et en Corée du Sud, cette dernière étant pressentie comme le membre potentiel d'un Quad + qui pourrait aussi englober des États de l'Asean.

Lloyd Austin a ensuite visité l'Inde du 19 au 21 mars tandis qu'Antony Blinken rencontrait son homologue chinois en Alaska pour des entretiens dont l'âpreté a donné le ton de futures relations américano-chinoises qui tournent au rapport de force économique, diplomatique et

militaire. Sur ce dernier point, l'amiral Philip Davidson, qui dirige l'US *Indo-Pacific Command*, a sonné l'alarme lors d'une audition devant la Commission sénatoriale des forces armées américaines, soulignant le danger représenté par l'érosion de la dissuasion conventionnelle de Washington comme de ses alliés face au développement des capacités chinoises. Selon son analyse, d'ici à 2025, la Chine surclassera la marine américaine dans la région avec trois porte-avions et six navires d'assaut amphibies contre un porte-avions et deux navires d'assaut amphibies. Pour lui, il y a un risque sérieux que ce déséquilibre pousse la Chine à modifier unilatéralement le statu quo régional, notamment vis-à-vis de Taiwan. Pour pallier ce déséquilibre, Philip Davidson recommande la mise en place d'un réseau de missiles de frappe de précision le long de la première chaîne d'îles (formée par une ligne reliant Japon-Taiwan – Philippines) dans le cadre de l'Initiative de dissuasion du Pacifique visant à contenir la stratégie anti-accès de la Chine.

Nommé à la tête du Commandement pour l'Indo-Pacifique en mai 2018, l'amiral Davidson incarne la continuité stratégique de la vision indo-pacifique américaine de Donald Trump à Joe Biden. Son analyse sur la réalité d'une menace militaire chinoise croissante s'accorde parfaitement avec celle du président actuel, qui estime qu'au-delà des efforts de modernisation, la clé d'un endiguement efficace contre la Chine réside dans les alliés et les partenaires des États-Unis. Il semblerait que les efforts de réengagement diplomatique et militaire annoncés par Joe Biden se concrétisent par l'institutionnalisation et l'opérationnalisation d'un Quad élargi. Dans ce cadre, la Corée du Sud, Singapour et le Royaume-Uni sont pressentis pour figurer au sein d'un premier « Quad+ ».

La France, puissance indo-pacifique riveraine aux capacités navales significatives, devrait elle aussi se voir fortement sollicitée. Pour l'heure, deux de ses unités déployées pour une mission d'instruction et d'entraînement en Asie, le bâtiment amphibie Tonnerre et la frégate Surcouf ont participé à l'exercice multinational « La Pérouse » début avril 2021 en baie du Bengale.

Cet exercice, le deuxième du genre organisé par la France dans la région, rassemblait les principales marines de l'Indo-Pacifique ; soit, outre la marine française, ses homologues japonaises, australiennes américaines et indiennes. Au-delà de la recherche d'une plus grande interopérabilité entre marines du premier cercle indo-pacifique, ce format à cinq indique que plusieurs configurations maritimes sont possibles et peuvent utilement co-exister au gré de partenariats stratégiques existants. Ainsi, l'Union européenne, qui est en cours de conceptualisation d'une vision indo-pacifique et qui ambitionne d'être un acteur maritime reconnu, peut utilement s'insérer dans ces formats sous la forme d'une contribution d'un État membre, que ce soit la France, l'Allemagne ou les Pays-Bas, puissances indo-pacifiques proclamées.

Source : <https://theconversation.com/le-quad-pilier-de-la-strategie-indo-pacifique-de-l-administration-biden-158966>

Document 3

Germany – Europe – Asia: shaping the 21st century together”: The German Government adopts policy guidelines on the Indo-Pacific region

01.09.2020 – Ministère des affaires étrangères de la République Fédérale d’Allemagne

In the past few years, the importance of the Indo-Pacific region in both economic and political terms has increased markedly. The German Government is now setting out the course for its future policy on the countries of the Region.

Why does Germany need a strategy on the Indo-Pacific region?

German Government policy guidelines on the Indo-Pacific region© AA

More than half the world’s population lives in countries around the Indian Ocean and the Pacific. In recent decades, countries such as Viet Nam, China and India have seen rapid economic growth: the region now accounts for almost 40% of global GDP. With the rise of Asia, the region is also gaining in economic and political importance. At the same time, the strategic competition for influence in the region is increasing. The Indo-Pacific region is becoming the key to shaping the international order in the 21st century.

Shifting geopolitical power structures in the Indo-Pacific also have direct impacts on Germany: the economies of the European and Indo-Pacific regions are closely connected through global supply chains. Major trading routes pass through the Indian Ocean, the South China Sea and the Pacific. If conflicts in the region adversely affect security and stability there, this has repercussions for Germany, too.

That is why the German Government wants to expand cooperation with the countries of the Indo-Pacific region. Following the cabinet’s adoption of the policy guidelines, Foreign Minister Heiko Maas commented:

Our prosperity and our geopolitical influence in the coming decades will depend on how we work together with the countries of the Indo-Pacific region. That, more than anywhere else, is where the shape of the international rules-based order of tomorrow will be decided. We want to help shape that order – so that it is based on rules and international cooperation, not on the law of the strong.

Aims of the guidelines

In elaborating this strategy, Germany is making an active contribution to shaping the international order in the Indo-Pacific. The COVID-19 pandemic and its repercussions have demonstrated once again that we are facing global challenges that can only be overcome by countries working together. One important aim is therefore to strengthen structures of international cooperation – in particular the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN), with which Germany would like to cooperate more closely in future.

Info

The Indo-Pacific is not clearly delineated in geographical terms and is defined variously by different actors. The Federal Government considers the Indo-Pacific to be the entire region characterised by the Indian Ocean and the Pacific.

One of the biggest challenges facing the world – but especially the Indo-Pacific region – is the fight against climate change and marine pollution. The German Government wants to work with the countries of the Indo-Pacific region to find solutions here.

There are many fields in which Germany wants to work more intensively with the countries of the region, be it to strengthen the rule of law and human rights or to enhance exchange in the cultural, educational and scientific spheres. The security-policy sector plays a special role in this context.

Economic relations, too, are to be expanded, for example through the conclusion of EU free trade agreements with additional countries in the Indo-Pacific. The aim must also be to avoid unilateral dependencies by diversifying partnerships. Other topics include the digital transformation, connectivity and visionary technologies of the future – issues which are crucial for Germany's global competitiveness. This also includes a social discourse about free access to information and protection against misinformation.

With these policy guidelines, the German Government is aiming not least to promote a European Indo-Pacific strategy. For that reason, the strategy takes up European policy approaches and offers points of departure for closer cooperation, also at EU level.

*Source : [https://www.auswaertiges-
amt.de/en/aussenpolitik/regionaleschwerpunkte/asien/german-government-policy-guidelines-
indo-pacific/2380510](https://www.auswaertiges-amt.de/en/aussenpolitik/regionaleschwerpunkte/asien/german-government-policy-guidelines-indo-pacific/2380510)*

Document 4

Le format 17+1 est-il encore adapté ?

par Dr. Sébastien Goulard

Le format 17+1 lancé en 2012 fait face actuellement à quelques turbulences. En mars 2021, le ministre lituanien des affaires étrangères, Gabrielius Landsbergis a déclaré que l'initiative n'avait apporté pratiquement aucun avantage à son pays.

La Lituanie n'est pas le seul pays à avoir été déçu par le format 17 + 1. Lors de la dernière réunion virtuelle tenue le 9 février, plusieurs pays : la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie et la Slovaquie n'ont pas envoyé leurs plus hauts dirigeants (Président ou Premier Ministre) à la conférence, mais étaient représentés par des fonctionnaires de rang inférieur. Cela signifie-t-il que c'est la fin du format 17+1, ou que ce mécanisme doit s'adapter à un nouveau contexte?

L'Europe centrale et orientale et Chine

Les Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) étaient pendant très enthousiastes pour renforcer leurs relations avec la Chine. En effet, tous les PECO ont rejoint l'initiative « Belt and Road » en 2015. Pendant ces premières années, le format 17+1 a été considéré comme un succès et a attiré d'autres pays. En 2019, la Grèce, qui n'était pas initialement incluse dans l'initiative, a rejoint le format 16+1 (qui est logiquement devenu le format 17+1). La même année, lors du deuxième forum BRI pour la coopération internationale, le chancelier autrichien Sebastian Kurz a exprimé son intérêt à rejoindre le format 17+1 pour faire de l'Autriche une plaque tournante entre l'Europe occidentale et centrale pour les projets chinois.

Des investissements privés limités

En rejoignant à la fois le 17+1 et la BRI, les PECO s'attendaient à une augmentation rapide des investissements de la Chine pour moderniser leurs industries et leurs infrastructures. Cependant, malgré les relations chaleureuses entre la Chine et les PECO, les flux d'investissements des entreprises privées chinoises ont été limités en Europe centrale, les investisseurs chinois préférant toujours accroître leurs activités en Europe occidentale pour acquérir des marques emblématiques de renommée mondiale (par exemple le Club Med en France, ou Volvo en Suède) et pour accéder à des marchés plus importants. La participation au format 17+1 n'a pas transformé les PECO en un aimant pour les investissements chinois.

Quelques obstacles à la BRI de la Chine en Europe centrale et orientale

Lorsque la Chine et les PECO ont lancé le format 17+1, les deux parties s'attendaient à des résultats rapides, mais les projets Chine-Europe centrale se sont lentement développés et la BRI a rencontré quelques obstacles.

L'Europe centrale et orientale est une région stratégique pour la Chine qui la voit comme un marche-pied au marché de l'UE. En 2016, la société chinoise COSCO a acquis une participation majoritaire dans le port du Pirée en Grèce. La Chine espérait donc relier ce port à l'Europe centrale et occidentale par une nouvelle ligne de chemin de fer. Un premier tronçon était prévu

entre Belgrade (Serbie) et Budapest (Hongrie), mais la construction a été retardée et le projet n'était initialement pas conforme à la réglementation européenne. Les entreprises chinoises ont découvert que la préparation de projets dans l'UE prenait beaucoup de temps.

De plus, contrairement à certains pays en développement, les PECO ont accès à un soutien financier important par le biais du mécanisme d'intégration de l'UE et sont donc moins enclins à rechercher l'aide financière des institutions chinoises.

Existe-t-il un bloc Europe centrale et orientale?

Le format 17+1 a été créé en partant du principe que les PECO partageaient les mêmes intérêts vis-à-vis de la Chine et étaient disposés à travailler ensemble pour renforcer la coopération sino-européenne. Mais la réalité est différente.

De grandes disparités

Premièrement, les PECO sont très différents les uns des autres. Bien qu'ils partagent certaines caractéristiques communes en raison de leur histoire récente et du fait qu'ils étaient tous d'anciens pays socialistes (à l'exception de la Grèce), leurs stades de développement sont variés et la crise de la Covid19 risque d'aggraver ces disparités. En raison de la crise sanitaire actuelle, selon le FMI, la République tchèque dépasse désormais l'Espagne en termes de PIB par habitant. La division entre l'Europe occidentale et centrale est de moins en moins évidente. L'écart entre des pays comme la République tchèque (40 293 dollars PPA), l'Estonie (37 033 dollars), la Lituanie (38 605 dollars) et la Bosnie-Herzégovine (14 895 dollars), l'Albanie (13 651 dollars), -tous ces pays étant membres du format 17+1-, est important. Par conséquent, il est difficile pour les PECO et la Chine de développer une approche unique de leurs relations, car les membres du PECO n'ont pas les mêmes attentes concernant les projets chinois.

Un manque de coordination

Bien qu'il existe des initiatives régionales pour renforcer la connectivité dans la région d'Europe centrale et orientale, comme l'initiative des 3 mers ou le groupe de Visegrad, la coordination entre les PECO est encore faible. Cela empêche le développement de grands projets Chine-PECO, car chaque pays d'Europe centrale et orientale espère uniquement d'éventuels investissements chinois sur son propre territoire. Les PECO peuvent se comporter comme des concurrents pour attirer l'attention de la Chine.

Membres et non-membres de l'UE

Le format 17+1 rassemble également des pays de l'UE et des pays tiers, ce qui rend difficile pour la Chine de développer une approche commune. À mesure que l'intégration avec l'UE s'approfondit, la division entre l'Europe occidentale et centrale est de moins en moins pertinente. Il n'est pas surprenant que les projets BRI de la Chine progressent plus rapidement dans des pays européens non membres de l'UE comme la Serbie.

Bien que certains PECO membres de l'UE puissent être frustrés par l'influence des pays d'Europe occidentale (principalement l'Allemagne et la France) sur les institutions de l'UE, ils comprennent que le dialogue UE-Chine est la clef pour renforcer les relations avec la Chine. Les pays de l'UE bénéficieront du récent accord global UE-Chine sur les investissements ou de l'accord UE-Chine sur les indications géographiques.

Par conséquent, il est difficile pour les membres du PECO d'imaginer ce qui peut être réalisé grâce au format 17+1, car les décisions les plus importantes sont prises au niveau bilatéral entre Bruxelles et Pékin.

Le format 17+1 imaginé par la Chine est devenu moins pertinent et pourrait être modifié à la prochaine session. Mais cela ne signifie pas que la relation entre l'ECO et la Chine s'affaiblit, cela veut dire simplement que la distinction entre l'Europe occidentale et centrale a commencé à s'estomper. La relation entre la Chine et l'UE (Europe occidentale et Europe centrale) reste forte.

Source : <https://www.oboreurope.com/fr/chin-peco-adapte/>

Document 5

Council conclusions on an EU Strategy for cooperation in the Indo-Pacific

(16 avril 2021)

1. The Council considers that the EU should reinforce its strategic focus, presence and actions in the Indo-Pacific with the aim of contributing to the stability, security, prosperity and sustainable development of the region, based on the promotion of democracy, rule of law, human rights and international law.

2. The EU intends to reinforce its role as a cooperative partner in the Indo-Pacific, bringing added-value to relations with all its partners in the region. The EU and its Member States are already working together comprehensively in the region, significantly contributing to development and humanitarian assistance, tackling climate change, biodiversity loss and pollution, concluding ambitious free trade agreements, and contributing to the upholding of international law including human rights and freedom of navigation. Cooperation with the region is crucial for achieving the UN's Sustainable Development Goals. The EU and the countries of the Indo-Pacific also share the common task of addressing the devastating human and economic effects of the COVID19 crisis for many countries and the need to ensure a sustainable and inclusive socio-economic recovery and improve resilience of health systems.

3. The Council notes however with concern the current dynamics in the Indo-Pacific that have given rise to intense geopolitical competition adding to increasing tensions on trade and supply chains as well as in technological, political and security areas. The universality of human rights is also being challenged. These developments increasingly threaten the stability and security of the region and beyond, directly impacting on the EU's interests.

4. The Council underlines that the EU's strategic approach and engagement with the region should be principled with a long-term perspective, contributing to the EU's capability to act as a global actor. It should foster a rules-based international order, a level playing field as well as an open and fair environment for trade and investment, reciprocity, the strengthening of resilience, tackling climate change and support connectivity with the EU. It should aim to secure free and open maritime supply routes in full compliance with international law, in particular UNCLOS, in the interest of all. The EU's engagement should contribute to enhancing its strategic autonomy and ability to cooperate with partners in order to safeguard its values and interest.

5. The Council underlines that this renewed commitment to the region is inclusive of all partners wishing to cooperate with the EU, building upon already adopted EU strategic documents concerning the region. The EU's Indo-Pacific strategy is pragmatic, flexible and multi-faceted, allowing the EU to adapt and build its cooperation according to specific policy areas where partners can find common ground based on shared principles, values or mutual interest. The EU will deepen its engagement on the Indo-Pacific in particular with those partners that have already announced Indo-Pacific approaches of their own.

6. The Council agrees that the EU Strategy for Cooperation in the Indo-Pacific, encompassing the geographic area from the east coast of Africa to the Pacific Island States, will provide a new impetus by:

6.1. Working with our partners in the Indo-Pacific region:

a)The EU will pursue a broad-based agenda within the region communicating and entering into dialogues about its new strategy with its Indo-Pacific partners. The EU will work with third countries for mutual benefit, including through its future international cooperation financial instrument and concrete national and regional Team Europe initiatives. It will reinforce cooperation with multilateral and regional organisations, as well as with other stakeholders, not least with Small Island Developing States, drawing on the support of the EU's outermost regions as well as overseas countries and territories in that regard. The EU will aim to promote effective rules-based multilateralism. It will especially engage with the ASEAN-led regional architecture as well as promote and pursue its objectives in its bilateral summits and at the Asia-Europe Meeting (ASEM). In this respect, the EU reiterates its support for ASEAN centrality and looks forward to the ambitious realisation of its new EU-ASEAN Strategic Partnership. The EU will also aim at finalising modernised Partnership and Cooperation Agreements (PCAs) with Malaysia and Thailand and negotiating a new PCA with the Maldives.

b)Develop a coherent overall approach to the Indian Ocean built around a concept of cooperation with key partners in both Africa and Asia. The Joint Communication Towards a Comprehensive Strategy with Africa, the June 2020 Foreign Affairs Council Conclusions and October 2020 European Council Conclusions on Africa serve as a good basis for the EU's priorities in the Western Indian Ocean. The EU will support partners in the Indo-Pacific in strengthening regional governance, promoting regional economic integration and growth, ensuring the safety and security of maritime and aviation routes, preventing trafficking, tackling migration and managing mobility as well as ensuring the conservation and sustainable management of natural resources, including marine resources, especially with the Indian Ocean Rim Association.

c)Build the EU's political partnership in the Pacific Ocean based on the envisaged Partnership Agreement with Africa, Caribbean and Pacific (ACP) partners and its Pacific Protocol that will succeed the Cotonou Agreement, as well as the EU's Economic Partnership Agreement with Pacific partners. It will step up its political and strategic engagement and closely monitor geopolitical developments in the region. The EU will continue to cooperate in regional fora including the Pacific Islands Forum, the Council of Regional Organisations of the Pacific and the Pacific Community, as well as bilaterally with partners in areas where its contribution would bring greatest impact. This would include fighting climate change and the biodiversity crisis, strengthening ocean governance, assisting natural disaster recovery, encouraging trade and promoting security through fighting transnational organised crime at sea such as piracy, environmental crimes, cybercrime and trafficking in persons, arms and drugs.

- 6.2. Supporting the international community's global agenda:

a)The EU will cooperate with Indo-Pacific partners in the protection and promotion of human rights, including raising the issue of gender equality and the empowerment of women and girls, reasserting that human rights are universal, indivisible, interdependent and interrelated. The participation of civil society is essential in building inclusive and prosperous societies. The EU aims at enhancing

its dialogue with the Indo-Pacific countries both bilaterally and in multilateral fora in order to strengthen these values. Working together, the EU and the like-minded Indo-Pacific partners can have a greater impact on the global human rights agenda.

b) Forge specific cooperative initiatives such as Green Alliances and Partnerships in support of the Paris Agreement and the Convention on Biological Diversity, aiming at high environmental goals and standards, sustainable management of natural resources, including water, moving to climate-neutral, clean and circular economies. With its partners, the EU will develop ambitious climate and biodiversity policies and long-term decarbonisation strategies while strengthening sustainable finance. Implementing the international aspects of the EU's new climate adaptation strategy as well as its biodiversity strategy for 2030 will focus on those Indo-Pacific partners most in need, in line with the Green Deal.

c) Take forward EU action on ocean governance, notably for the conservation and sustainable use of marine biological resources. This will be ensured by EU membership and active participation in relevant fisheries bodies, including Regional Seas Conventions and Regional Fisheries Management Organisations, and the creation of Sustainable Fisheries Partnerships. This will contribute towards improved fisheries governance and coastal development in our partner countries, including small-scale fisheries, contributing to the sustainability of food throughout the value chain and by tackling Illegal, Unreported and Unregulated (IUU) Fishing. Accompanying initiatives will include the establishment of Marine Protected Areas, dealing with marine pollution, coastal erosion, developing sustainable blue economies and promoting ocean observation and research.

d) Continue its disaster risk reduction work in the Indo-Pacific to reduce hazard risks exacerbated by climate change and build resilience amongst vulnerable communities including forcibly displaced persons in areas that are highly exposed to natural and man-made disasters. Cooperation on research and innovation as well as satellite services such as Copernicus is under consideration to facilitate these specific objectives.

e) Prioritise the health sector as a new crucial area for cooperation. The COVID-19 pandemic has demonstrated the importance of multilateral cooperation in this key area. The EU should ensure safe and diverse pharmaceutical and health-related industrial supply chains for enabling access to safe, effective and quality medicine and health products. There should be an exchange of best practices in health systems, including crisis management and pandemic prevention policies, reciprocity in managing travel and open borders as well as close cooperation leading to fairer, healthier and environmentally friendly food systems. The EU is supporting Indo-Pacific partners, including through the COVAX Facility, the global collaboration aiming to secure access to the COVID-19 vaccine in low and middle-income countries. Ensuring EU Consular protection for our own citizens in times of crisis will remain a priority.

- *6.3. Advancing our economic agenda and protecting our supply chains:*

a) The EU will continue to promote key EU economic interests, principles and objectives including on sustainable development towards ensuring a strong, balanced and inclusive socio-economic recovery and growth as well as sound

macroeconomic policies, institutional capacity building and support for regional integration. The EU will foster dialogue with likeminded countries of the Indo-Pacific region by crafting forward-looking growth-enhancement strategies for a resilient and sustainable rebound of our economies. Diversification of supply chains should contribute to the resilience of the European economy, especially for the most sensitive industrial ecosystems, and to the reduction of strategic dependencies on critical raw materials. The EU will also cooperate with Indo-Pacific countries to reform the WTO towards a sustainable and effective multilateral trading system.

b) The EU will need to strengthen its strategic trade position and level the playing field in the Indo-Pacific, given recent significant regional agreements, such as the Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership (CPTPP) and the Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP). It will continue to explore and negotiate ambitious trade and investment agreements in the region such as those concluded with Japan, the Republic of Korea, Singapore and Vietnam. It will aim to conclude free trade agreements with Australia, Indonesia and New Zealand and take further steps towards the Comprehensive Agreement on Investment with China. The EU will continue to explore deepening economic relations with India. It reaffirms the EU's ambitious agenda on trade and sustainable development and will strengthen its efforts on the implementation of these agreements. The EU will continue to support eligible countries in the region through its Generalised Scheme of Preferences to eradicate poverty, stimulate growth and jobs, promote respect for human rights and labour rights and integrate them into global value chains.

- *6.4. Playing our part in the field of security and defence:*

a) The EU will further develop partnerships and strengthen synergies with likeminded partners and relevant organizations in security and defence. This will include responding to challenges to international security, including maritime security, malicious cyber activities, disinformation, as well as from emerging and disruptive technologies, countering and improving resilience to terrorism, violent extremism and hybrid threats, countering organised crime and illicit trafficking, in full compliance with international law. Other priorities should be nuclear non-proliferation, arms control and control of dual use technological exports. Cooperation should be increased in the framework of CSDP missions and operations through dedicated agreements, the Enhancing Security Cooperation in and with Asia project as well as an active involvement in key security-related fora in the region such as the ASEAN Regional Forum (ARF). The EU will also aim at concluding new Framework Participation Agreements with partners in the region in line with the May 2018 Council Conclusions on Enhanced EU Security Cooperation in and with Asia, encouraging greater participation by these countries in CSDP missions and operations.

b) Within the framework of a strengthened mandate and extended area of operations of EUNAVFOR Atalanta, the Council welcomes the contributions of Asian partner countries' naval forces to help counter acts of piracy and armed robbery off the coast of Somalia and calls for more joint exercises and port calls in that area. Building on its experience of protecting critical maritime routes in the Indian Ocean through maritime domain awareness, the EU has taken the decision to extend the geographic scope of its CRIMARIO II activities from the Indian Ocean into South

and Southeast Asia with a view to contribute to safer sea lanes of communication with the EU. It will explore the possibility of replicating the CRIMARIO experience in the Southern Pacific.

c) Assess the opportunity to establish Maritime Areas of interest in the Indo-Pacific, taking into account the lessons learned from and first assessment of the Coordinated Maritime Presences concept. In line with the EU Maritime Security Strategy and its Action Plan, the objectives of coordinating EU maritime presences, based on voluntary contributions from Member States, could be, inter alia, to cooperate with partners' navies, and build their capacities where relevant, to establish comprehensive monitoring of maritime security and freedom of navigation, according to international law, in particular UNCLOS, and taking action to ensure environmental security in the area. While being distinct from CSDP missions and operations, the concept could contribute to addressing the existing security challenges in the region. Member States acknowledge the importance of a meaningful European naval presence in the Indo-Pacific.

- *6.5. Ensuring high quality connectivity:*

a) The EU will continue advancing its quality and sustainable connectivity priorities and actions in the region, in particular through EU institutions and Member States cooperating practically with partners on the ground who share the principles of quality and sustainable connectivity based on international norms and standards and a level-playing field. This requires setting clear priorities addressing all dimensions of connectivity –digital, transport, energy, human –promoting quality infrastructure projects consistent with the G20 Principles for Quality Infrastructure Investment, and the highest standards of transparency, green and digital transition. This would aim at boosting economic growth and long-term benefits in line with the ongoing work to move towards an EU global approach to connectivity, while incentivising private capital and involving EU businesses, where feasible using the EU's future international cooperation financial instrument. This should take into account priorities set in programming exercise, including the European Fund for Sustainable Development+, and other financial instruments. Strategic communication needs to be undertaken to improve the visibility of the EU's engagement.

- *6.6. Advancing our collaboration in the field of research, innovation and digitalisation:*

a) The EU will enhance cooperation on higher education, science and technology with like-minded Indo-Pacific partners, notably via Horizon Europe, to tap into the exceptional technological expertise in the region in key enabling technologies to stimulate green growth, including advanced manufacturing, advanced materials as well as life science, nano-and recycling technologies. Erasmus+ will support higher education mobility and capacity building activities. The EU will seek synergies in these fields with the EU's future international cooperation financial instrument programming, with the aim of creating a comprehensive European policy of regional cooperation. The EU will seek to ensure reciprocity and a level playing field in line with the Global Approach to Research, Innovation, Education and Youth. The EU will also promote people-to-people contacts and strengthen student researcher and staff mobility.

b) The EU will engage with like-minded partners to promote digital governance through more ambitious global standards and regulatory approaches, including on artificial intelligence, in line with international law, including EU values and principles on privacy, data protection and security, while supporting open trade and cross border data flows. The EU will work with like-minded partners to promote security and resilience of critical infrastructure, including security of supply chain of 5G networks. It shall recognize the importance of a global, open, free, stable and secure cyberspace for the continued prosperity, growth, security, connectivity and integrity of our free and democratic societies and stress the importance of protecting the rule of law, human rights and fundamental freedoms in cyberspace. A coherent approach to engage with like-minded partners in the Indo-Pacific region will be key to unlocking the full potential of digitalization in the region. In particular, the digital divide needs to be bridged by investment in improved digital connectivity, promoting convergence on norms and values.

7. The Council invites the Commission and the High Representative to present a Joint Communication on the EU Strategy for Cooperation in the Indo-Pacific by September 2021.

Document 6

La France dans le piège de « l'axe indopacifique »

Jean-Dominique Merchet

30 Octobre 2018 à 17h45

Paris mise désormais sur une alliance stratégique avec l'Inde, l'Australie et le Japon. Au risque d'une confrontation avec la Chine

En Asie, la France engage à bas bruit sa politique extérieure dans un concept global défendu par le Pentagone, qui, si l'on y prête garde, conduit à une collision avec les visions géopolitiques chinoises. Une réponse stratégique aux nouvelles routes de la soie, le grand projet de Pékin.

Certains mots peuvent être des pièges géopolitiques. Ainsi, ceux d'« axe indopacifique », désormais régulièrement employés par la diplomatie française. Ils servent à désigner un « partenariat stratégique », une alliance entre la France, l'Inde, l'Australie et le Japon, parfois étendue jusqu'aux Emirats arabes unis, comme l'indiquait récemment un ambassadeur de premier plan. Ce concept avait été explicitement utilisé par le président de la République lors de ses déplacements en Inde et en Australie au printemps dernier, puis lors de son discours devant le corps diplomatique, fin août.

Emmanuel Macron déclarait alors que la France, grâce notamment à son outre-mer, était « une puissance indo-pacifique » qui devait « travailler à ce nouvel axe stratégique [...] de manière résolue, ambitieuse et précise ». Le chef de l'Etat prenait toutefois soin de préciser que cet axe « ne doit pas être dirigé contre quiconque ». C'est bien là que le bât blesse, car, vu de Pékin, il prend évidemment la forme d'un encerclement de la Chine, une réponse au grand projet géopolitique chinois des nouvelles routes terrestres et maritimes de la soie (*One belt, one road*). Evidemment, Paris s'en défend avec énergie : « Je ne pense pas du tout que soit dans une logique de confrontation avec Pékin », explique-t-on au Quai d'Orsay, mais le même interlocuteur enchaîne aussitôt sur la « posture hégémonique » de la Chine et la nécessité de lui « donner des coups d'arrêt ». [...]

Concept global. A bas bruit, la France engage ainsi sa politique extérieure dans un concept global qui, si l'on y prête garde, conduit à une collision avec les visions géopolitiques chinoises. Développé à l'origine en 2007 par Gurpreet S. Khurana, un officier de la marine indienne, ce « concept indo-pacifique » a rapidement été repris par le Japon et l'Australie, avant d'intégrer la doctrine officielle du Pentagone. Si, comme le géographe Yves Lacoste l'assure, « la géopolitique est une question de représentations », en Asie, la France partage désormais celles des Etats-Unis. Ce n'est pas sans risques, car Washington est désormais dans une logique de confrontation avec la Chine, comme on le constate en matière commerciale mais également militaire. Dans un document intitulé *National Defense Strategy 2018* publié en janvier, le Pentagone désignait la Chine – avec la Russie – comme principale menace, renvoyant le terrorisme au second plan. Ce même document confirmait que la « région indo-pacifique » était celle de la confrontation avec le « compétiteur stratégique » – le mot poli pour dire adversaire – qu'est la Chine.

Emmanuel Macron met régulièrement en garde contre la logique des « somnambules ». Se référant au romancier Hermann Broch et à l'historien Christopher Clark, le chef de l'Etat décrit

ainsi la mécanique aveugle qui a conduit les grandes puissances à entrer en guerre en 1914. Mais en utilisant, comme il le fait, les mots d'« axe indopacifique », il s'inscrit *de facto* dans une représentation géopolitique hostile à la Chine. Ce peut être un choix assumé, mais il convient d'en mesurer toutes les conséquences, sauf à risquer à son tour une crise de somnambulisme... Certes, contrairement au chef de l'Etat, les diplomates français hésitent à parler d'« axe indopacifique », mais c'est surtout pour ne pas froisser le Japon où le mot « axe » renvoie à de fâcheux souvenirs d'une alliance avec Hitler et Mussolini.

Des intérêts commerciaux peuvent pousser la France à s'inscrire dans cette logique indopacifique : l'Inde et l'Australie sont des clients stratégiques pour l'industrie d'armement, avec d'importants contrats de Rafale et de sous-marins. En revanche, le Japon n'est pas un gros client militaire pour la France. Mais ces alliances vont au-delà du *business*. La France, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies, veut être une puissance mondiale. Les ministres français de la Défense sont des habitués des dialogues stratégiques régionaux de Shangri La qui se tiennent chaque année à Singapour. Dans la zone contestée de la mer de Chine – que revendique Pékin – la France dépêche « deux ou trois fois par an » un bâtiment de la marine nationale, pour faire respecter le droit maritime international. Après deux ans de rénovation, le porte-avions Charles de Gaulle partira au printemps pour l'Océan indien. Poussera-t-il plus loin dans la « zone indo-pacifique » jusqu'aux portes de la Chine ? « Son programme n'est pas encore arrêté », indique-t-on dans la Marine.

Source : L'opinion

Document 7

UK applies to join huge Pacific free trade area CPTPP

The UK is formally applying to join one of the world's largest free-trade areas, deepening trade ties with some of the fastest-growing markets in the world

From:

Department for International Trade and The Rt Hon Elizabeth Truss MP

Published

30 January 2021

International Trade Secretary Liz Truss will speak to ministers in Japan and New Zealand on Monday morning (1 February 2021) to request to join the Comprehensive and Progressive Trans-Pacific Partnership (CPTPP), with formal negotiations set to start this year.

The announcement comes as the UK today celebrates one year since leaving the EU and becoming an independent trading nation.

Joining the CPTPP would deepen the UK's access to fast-growing markets and major economies, including Mexico, Malaysia and Vietnam, for the benefit of UK business.

Joining the £9 trillion partnership will cut tariffs for UK industries including food and drink, and cars, while also creating new opportunities for modern industries like tech and services, ultimately supporting and creating high-value jobs across the UK. Unlike EU membership, joining does not require the UK to cede control over our laws, borders, or money.

UK trade with the group was worth £111 billion in 2019, growing by 8% a year since 2016. Benefits that CPTPP membership will bring for businesses include:

- Modern digital trade rules that allow data to flow freely between members, remove unnecessary barriers for businesses, and protect commercial source code and encryption.
- Eliminating tariffs quicker on UK exports including whisky (down from 165% to 0% in Malaysia) and cars (reducing to 0% in Canada by 2022, two years earlier than through the UK-Canada trade deal).
- Rules of Origin that allow content from any country within CPTPP to count as 'originating'. For example, this would mean that cars made in the UK could use more Japanese-originating car parts, such as batteries.
- Easier travel for businesspeople between CPTPP countries, such as the potential for faster and cheaper visas.

The Prime Minister, Boris Johnson said

“One year after our departure from the EU we are forging new partnerships that will bring enormous economic benefits for the people of Britain.

“Applying to be the first new country to join the CPTPP demonstrates our ambition to do business on the best terms with our friends and partners all over the world and be an enthusiastic champion of global free trade.”

International Trade Secretary Liz Truss said

“Joining CPTPP will create enormous opportunities for UK businesses that simply weren’t there as part of the EU and deepen our ties with some of the fastest-growing markets in the world.

“It will mean lower tariffs for car manufacturers and whisky producers, and better access for our brilliant services providers, delivering quality jobs and greater prosperity for people here at home.

“We’re at the front of the queue and look forward to starting formal negotiations in the coming months.”

The UK will publish its negotiation objectives, scoping analysis, and consultation response in advance of negotiations expected to start this Spring.

CPTPP membership is a key part of the Government’s plan to position the UK at the centre of a network of modern free trade deals that support jobs and drive economic growth at home.

Document 8

RCEP : l'impact géopolitique d'un nouvel élan d'intégration commerciale

Par Elvire Fabry, Chercheuse senior, Institut Jacques Delors.

| 24/11/2020

Le plus grand accord de libre-échange aura été signé le 15 Novembre 2020, non par l'Union européenne, ni par les Etats-Unis, mais par la Chine : le RCEP (*Regional Comprehensive Economic partnership*) rassemble quinze pays de la région Indopacifique dont les dix membres de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du sud-est). Le premier ministre chinois, Li Keqiang, l'a présenté comme « une victoire du multilatéralisme et du libre commerce », dont la Chine devient le nouveau leader.

Le ralentissement du commerce international, provoqué par les mesures tarifaires de Donald Trump, s'est accentué avec la pandémie. Avec le désengagement des Etats-Unis du multilatéralisme le président sortant a également ramené la coopération internationale à son plus bas niveau. Dans ce climat de défiance, où l'Organisation Mondiale du Commerce se cherche un second souffle et les mesures protectionnistes se multiplient partout, **ce serait donc l'Asie qui prendrait le relais d'une croissance tirée par le commerce**. Même l'escalade de mesures de rétorsions entre la Chine et l'Australie n'aura pas empêché la signature du RCEP.

Que faut-il en penser ? Au lendemain de l'élection présidentielle d'une Amérique qui change de président mais pas de cap protectionniste, l'effet d'annonce est d'abord politique : **le RCEP consacre la fin du leadership américain pour un commerce ouvert**. Son impact économique doit toutefois être relativisé. L'accord est plus grand par la taille que profond dans sa substance : c'est une « pataugeoire de la taille d'un océan ». Mais **en consacrant la Chine comme nouvelle force de gravitation du commerce mondial, l'impact de l'accord est surtout géopolitique**.

Alors, quelles leçons en tirer pour les Européens ?

Beaucoup de bruit pour rien ?

La signature du RCEP n'est pas une surprise. Voilà huit ans que les négociations se poursuivaient ; alors que dès 2015 les Etats-Unis étaient parvenus, pour leur part, à signer un accord qu'ils destinaient à contenir l'émergence de la puissance chinoise – le TPP (*Trans-Pacific Partnership*) rassemblant un ensemble de douze pays des deux rives du Pacifique – avant que Donald Trump ne retire le pays de l'accord.

Le *timing* de la signature est cependant un pied de nez adressé à Washington, alors qu'au lendemain de l'élection du nouveau président américain, on estime déjà que Joe Biden ne

voudra pas ou ne pourra pas consacrer le capital politique nécessaire pour convaincre le Congrès de ramener le pays dans l'accord renommé CPTPP (*Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership*).

Dans la nouvelle guerre froide – cette fois économique et contre la Chine – auquel un soutien politique transpartisan appelle à engager les Etats-Unis, **le RCEP fait à présent figure de leader par le nombre avec ses quinze signataires représentant 30% du PIB mondial**. Il faut se rappeler que le CPTPP, qui représente quelques 15% du PIB mondial, se monterait à 40% avec les Etats-Unis. Et la négociation d'un accord transatlantique, TTIP (*Transatlantic Trade and Investment Partnership*), entre les Etats-Unis et l'Union européenne, aurait même abouti à un ensemble couvrant près de 60% du PIB mondial. Soulignons également que l'accord bilatéral entre l'UE et le Japon représente à lui seul près de quart du PIB mondial, sans qu'il n'ait attiré beaucoup d'attention en Europe en 2018.

L'ASEAN a joué un rôle clé dans la négociation du RCEP. Mais cette diplomatie du nombre fait de la Chine la figure de proue d'un libre-échange qui se démarque du protectionnisme américain. D'autant plus que l'accord contribue à la facilitation des échanges par la suppression des diverses restrictions, bien plus qu'il n'impose de nouvelles règles dans des domaines comme la propriété intellectuelle, les normes sociales ou environnementales, comme le font les accords européens de nouvelle génération.

Le RCEP porte en effet d'abord sur la suppression progressive des droits de douanes sur un peu plus de 90% des biens – soit moins que les 99% du CPTPP. Le Japon maintient notamment de nombreuses exceptions sur des produits alimentaires stratégiques (riz, blé, bœuf, porc, produits laitiers, sucres, ...). Par ailleurs, **l'accord n'est guère ambitieux sur deux des grands défis du commerce international au XXIème siècle : les services et le numérique**. Le RCEP se contente d'améliorer la protection des données personnelles pour le e-commerce, sans entreprendre de promouvoir des normes régionales pour le numérique qui auraient pu s'inspirer des standards chinois. Il interdit la localisation des données mais il n'empêche pas, comme le fait le CPTPP, que les Etats puissent exiger la divulgation des codes sources. Enfin, à la différence du CPTPP, il ne contient ni normes sociales ou environnementales, ni de restrictions pour les entreprises d'Etat.

En revanche, la simplification des procédures douanières et surtout l'unification des règles d'origine avec un seul certificat pour la quasi-totalité de l'Asie, vont contribuer au développement des chaînes de valeur régionales. **Le RCEP va faciliter une intégration commerciale régionale dans le secteur manufacturier** au moment même où la pandémie appelle à renforcer la résilience des chaînes de valeur par leur diversification dans le voisinage proche. Mais le maintien à 40% du niveau de contenu régional nécessaire pour bénéficier des préférences tarifaires ne crée pas de barrière trop protectionniste vis à vis des pays tiers : **le RCEP favorise les échanges commerciaux au sein de la région, sans s'appuyer sur une offensive protectionniste majeure vis-à-vis des pays tiers**.

L'intégration régionale sera d'autant plus renforcée que les sept pays qui font désormais partie des deux accords, CPTPP et RCEP, bénéficient du cumul des diverses préférences commerciales. En outre, le refus de l'Inde de rejoindre les deux accords recentre d'autant plus l'intégration régionale sur le Japon et la Chine. La signature de l'accord facilitera donc également **la stratégie chinoise de délocalisation à l'échelle de la région de la production manufacturière à faible valeur ajoutée** que l'augmentation des salaires chinois rend moins compétitive sur le territoire national, afin de concentrer les efforts d'investissement sur la production nationale de biens à forte valeur ajoutée et sur l'innovation technologique.

Par ailleurs, il faut prêter attention à la création d'un Secrétariat qui fait du RCEP une plateforme régionale pour discuter des enjeux économiques et commerciaux d'avenir pouvant mener à adopter des normes régionales sur des enjeux d'avenir (intelligence artificielle, impression 3D, chaînes de blocs, jumeaux numériques, ...) ; alors que jusqu'ici l'ASEAN a toujours privilégié des négociations préalables entre ses dix membres. A un moment où l'on n'envisage pas de réforme de l'OMC sans le développement plus actif de négociations plurilatérales, **le RCEP offre une nouvelle plateforme de discussion – voire de développement de la mondialisation à la chinoise sans forte conditionnalité sociale et environnementale.**

Alors que 83% des échanges commerciaux concernés étaient déjà couverts par des accords préalables, le RCEP s'apparente à un patchwork d'accords préexistants. La Chine elle-même avait déjà des accords bilatéraux avec 12 des signataires du RCEP (l'un avec l'ASEAN et deux avec l'Australie et la Nouvelle Zélande). Mais c'est son premier accord plurilatéral. Tandis que la Corée du Sud n'avait elle-même pas encore rejoint d'accord régional et qu'il n'y avait pas d'accord entre le Japon et la Corée du Sud, ni entre le Japon et la Chine, le RCEP pourrait surtout *in fine* accélérer les négociations lancées en 2012 pour un accord trilatéral plus stratégique entre la Chine, le Japon et la Corée du Sud.

Pour les Européens l'enjeu est multiple.

Les Européens face à la trappe de l'intégration régionale

Le commerce mondial est soumis au principe économique de la gravitation qui veut que la distance géographique ait un impact négatif sur les échanges commerciaux et favorise l'intégration régionale. Le phénomène n'est donc pas nouveau. L'Union européenne en est même un parfait exemple. On assiste en outre au renforcement de « l'effet Bruxelles » défini par l'américaine Anu Bradford comme l'attractivité du Marché unique qui incite les pays tiers à s'aligner sur des normes européennes plus exigeantes. A présent, pour renforcer la résilience des chaînes de valeur européenne en limitant la dépendance exclusive à un fournisseur, la diversification de l'approvisionnement devrait aussi favoriser un raccourcissement des chaînes de valeur au bénéfice du voisinage proche de l'Union européenne. Le défi du *Global Britain* en dehors de l'UE est d'ailleurs d'autant plus complexe qu'il s'agit de résister à la force de gravitation de l'UE en s'intégrant à des marchés plus éloignés alors que la conjoncture mondiale est à l'accélération de l'intégration régionale.

Par ailleurs, le déplacement du centre de gravité de l'économie mondiale en Asie a déjà eu lieu. Voilà dix ans que cela pousse l'Union européenne à signer activement des accords bilatéraux avec les pays de la région (Corée du Sud, Singapour, Japon, Vietnam) et à poursuivre d'autres négociations (Australie, Nouvelle Zélande, Indonésie...).

Mais le renforcement des liens économiques dans la région Indopacifique et la centralité de la Chine constituent sans aucun doute un nouveau défi. L'Europe doit anticiper la captation par la Chine de l'approvisionnement de la région des biens non seulement à faible valeur ajoutée mais aussi à haute valeur ajoutée, pour lesquels les Européens sont encore compétitifs mais que l'intégration verticale progressive des chaînes de valeur chinoise vient activement concurrencer. **Cette captation par la Chine de l'appétit de consommation d'une classe moyenne indopacifique en pleine explosion relèguerait rapidement l'Union européenne au rang de puissance économique de second rang.** Or, si les Européens sont activement engagés dans la lutte contre le changement climatique et la recherche d'une activité économique frugale, il faut veiller à ce que cela reste une préférence collective qu'ils ont les moyens de défendre, plutôt qu'une situation imposée par l'affaiblissement progressif d'une Europe qui est restée à la périphérie du développement indopacifique. Ils doivent continuer à négocier des accords bilatéraux avec les pays de la région ; d'autant qu'en l'absence d'un accord bilatéral avec l'ASEAN, l'UE gagne à compléter les deux accords qu'elle a déjà avec Singapour et le Vietnam par un maillage bilatéral étroit avec l'ensemble des membres de l'ASEAN.

Actuellement plusieurs accords signés par l'UE ne sont pas encore ratifiés. Avant d'envisager d'ouvrir de nouvelles négociations, la Commission d'Ursula von der Leyen s'est donnée comme priorité de les faire ratifier, d'assurer le respect des accords en vigueur et de permettre aux entreprises de mieux en tirer parti. La défiance de l'opinion publique européenne au commerce international appelle à faire une pause dans les négociations. Cependant, **en ajoutant des objectifs réglementaires non-commerciaux (sociaux, environnementaux, ...) aux accords européens, ces leviers d'influence deviennent encore plus stratégiques pour défendre les intérêts européens.** Il s'agit non seulement de garantir aux producteurs européens de pouvoir exporter vers des marchés prometteurs mais de promouvoir les normes européennes en matière sociale, environnementale, propriété intellectuelle, transfert des données, encadrement des aides d'Etats, ... chez les partenaires commerciaux.

Par ailleurs, l'élection de Joe Biden ouvre de nouvelles perspectives de coopération transatlantique. Simultanément à la lutte contre le changement climatique sur laquelle il entend repositionner les Etats-Unis, la coordination des positions américaine et européenne sur la Chine est une des priorités clés du dialogue transatlantique. Il ne s'agit pas de relancer l'agenda de négociation du TTIP mais de poursuivre l'objectif de l'UE d'un renforcement des règles multilatérales visant à encadrer les distorsions commerciales chinoises en pesant conjointement avec d'autres partenaires, comme avec l'accord trilatéral Etats-Unis–UE–Japon qui prévoit de réduire les subventions industrielles. Cependant, alors que repousser la puissance chinoise est un objectif transpartisan des Républicains et des Démocrates, il reste à déterminer quelle alternative à l'arme tarifaire sera utilisée par Biden. Paradoxalement, le réengagement des Etats-Unis sur le terrain transatlantique pourrait signifier une pression supplémentaire sur les

Européens pour qu'ils s'alignent sur la position américaine, sans susciter par ailleurs le réflexe de solidarité des Vingt-Sept provoqué par la politique agressive de Donald Trump.

In fine, le RCEP rappelle aux Européens que l'exercice de leur autonomie stratégique passe d'abord par la défense de leurs intérêts, en s'assurant un accès au marché chinois et à l'ensemble de la région, en même temps qu'ils font pression sur Pékin, avec les Etats-Unis et d'autres pays, pour pousser la Chine à accepter des règles multilatérales plus contraignantes. Cette autonomie exige donc une plus grande cohésion des Vingt-Sept Etats membres sur une stratégie européenne vis-à-vis de la Chine. Il faut tirer les leçons du fonctionnement de la *Task Force Brexit* de la Commission européenne qui est parvenue à maintenir une cohésion inédite des Etats membres tout au long de la négociation, pour parvenir sur la Chine à cette même cohérence des Vingt-Sept et faciliter dans le même temps une coopération constructive avec les Etats-Unis.

Source : Institut Jacques Delors

Document 9

European Parliament Votes to Freeze the EU-China Comprehensive Agreement on Investment

May 27, 2021 Posted by [China Briefing](#) Written by [Alexander Chipman Koty](#) Reading Time: 4 minutes

While the CAI has been suspended, it may still be ratified if geopolitical tensions get resolved. The ratification vote was originally scheduled for later in the year, around fall. Moreover, even without the agreement, China surpassed the US to become the EU's largest trade partner in 2020. So, while the CAI may boost trade and investment, it is not a precondition to do so.

What has happened?

The European Parliament has voted to suspend ratification of an investment deal with China, as relations between the two sides deteriorate.

On May 20, 2021, the European Parliament passed a resolution to freeze ratification of the EU-China Comprehensive Agreement on Investment (CAI) in response to Chinese sanctions on European human rights advocates. The vote passed with 599 votes in favor, 30 votes against, and 58 abstentions.

If passed, the agreement would make it easier for European and Chinese companies to conduct business with one another.

Worsening relations between the EU and China, however, have called the future of the CAI – which has been over seven years in the making – into question.

What is the EU-China Comprehensive Agreement on Investment?

The CAI was set to facilitate trade and investment between European and Chinese companies within each other's jurisdictions.

For European businesses, the agreement would go farther than most of China's deals with other countries to open up the country's markets to foreign investment.

Most notably, it was to relax restrictions in some areas that require European businesses to form joint ventures with Chinese partners and to share technology.

Under the CAI, European businesses would gain greater access to China's auto, healthcare, cloud computing industries, finance, and air and maritime transport industries, among others. Additionally, under the CAI, China would commit to more stringent labor and sustainability standards.

The CAI also included level-playing field commitments to prevent backsliding on agreements, as well as a dispute resolution mechanism similar to the one included in the US-China Phase One Trade Deal.

China, for its part, wants to secure its economic presence in the EU in the context of ongoing US-China trade tariffs and disputes, and a need to solidify alternative markets.

What led to the freezing of the deal?

On December 30, 2020, EU and Chinese leaders agreed on the content of the CAI, after first beginning negotiations in 2014. The agreement came together with late momentum after talks hit a snag in June 2020.

The agreement, however, required ratification from the European Parliament before taking effect. Some members of the European Parliament opposed a deal with China amid alleged human rights allegations in the country and growing political disputes with the EU and its allies.

Additionally, US President Joe Biden's administration – which had not yet entered office when EU and Chinese leaders agreed to the CAI – signaled its unease with the deal, calling for consultations on it before proceeding further.

In March 2021, the EU joined the US, UK, and Canada in placing sanctions on Chinese officials involved in alleged human rights violations in the region of Xinjiang.

In response, the Chinese government responded by placing sanctions on a number of think tanks, scholars, and European Parliament politicians. This included every member of the European Parliament's Subcommittee on Human Rights, its Political and Security Committee, five other members of parliament, and 27 EU ambassadors.

Following these sanctions, the European Parliament passed the resolution freezing the ratification of the agreement on May 20. Additionally, the resolution called for greater unity between EU member states on tackling other China-related issues, such as cybersecurity threats.

What are the implications for trade and investment?

The European Parliament's resolution to freeze ratification of the CAI does not mean the agreement is dead.

The resolution signalled the European Parliament's intent, but was not a vote on the CAI's ratification, which was expected to be held in the autumn of 2021. Should China remove sanctions on the EU officials before then, it is possible that the European Parliament will vote to ratify the CAI.

Further, Germany has been a leading proponent of the deal on the EU side as Chancellor Angela Merkel seeks to support the country's auto industry and other export-driven industries. Given Germany's influence in the EU, continued advocacy from Merkel means that eventual ratification of the CAI cannot be ruled out.

In April, after China had already placed sanctions on the EU officials, Merkel still pushed for the deal, calling it a “cornerstone” of economic relations. Later, in May, Merkel said, “Despite all the difficulties that will surely arise with the ratification, it is a very important undertaking.”

Nevertheless, regardless of whether or not the CAI is adopted, skeptics argue that the agreement is not as impactful as its advocates suggest.

Some of the commitments included by the CAI already exist elsewhere. For example, China's Foreign Investment Law already explicitly bans forced technology transfers. Similarly, China's labor and sustainability commitments in the CAI are non-binding. Here, the concern for foreign businesses is not the lack of a written commitment, but their inadequate implementation.

Further, many individual EU member states already have bilateral agreements with China that cover similar areas. Of the 27 EU member states, Ireland is the only one that lacks a bilateral investment agreement with China.

Even without the CAI, last year, China surpassed the US to become the EU's largest trade partner, with the two sides registering US\$709 billion in trade in 2020. While the CAI may boost trade and investment, it is not a precondition to do so.

Political disputes pose risks to European businesses operating in China, but economic ties will likely continue to deepen regardless of the CAI's fate.

About Us

China Briefing is written and produced by Dezan Shira & Associates. The practice assists foreign investors into China and has done so since 1992 through offices in Beijing, Tianjin, Dalian, Qingdao, Shanghai, Hangzhou, Ningbo, Suzhou, Guangzhou, Dongguan, Zhongshan, Shenzhen, and Hong Kong. Please contact the firm for assistance in China at china@dezshira.com.

Dezan Shira & Associates has offices in Vietnam, Indonesia, Singapore, United States, Germany, Italy, India, and Russia, in addition to our trade research facilities along the Belt & Road Initiative. We also have partner firms assisting foreign investors in The Philippines, Malaysia, Thailand, Bangladesh.

Document 10

FACT SHEET: President Biden and G7 Leaders Launch Build Back Better World (B3W) Partnership

June 12, 2021 • [Statements and Releases](#)

The United States is rallying the world's democracies to deliver for our people, meet the world's biggest challenges, and demonstrate our shared values

Today President Biden met with G7 leaders to discuss strategic competition with China and commit to concrete actions to help meet the tremendous infrastructure need in low- and middle-income countries.

Build Back Better World: An Affirmative Initiative for Meeting the Tremendous Infrastructure Needs of Low- and Middle-Income Countries. President Biden and G7 partners agreed to launch the bold new global infrastructure initiative Build Back Better World (B3W), a values-driven, high-standard, and transparent infrastructure partnership led by major democracies to help narrow the \$40+ trillion infrastructure need in the developing world, which has been exacerbated by the COVID-19 pandemic.

Through B3W, the G7 and other like-minded partners will coordinate in mobilizing private-sector capital in four areas of focus—climate, health and health security, digital technology, and gender equity and equality—with catalytic investments from our respective development finance institutions.

B3W will be global in scope, from Latin America and the Caribbean to Africa to the Indo-Pacific. Different G7 partners will have different geographic orientations, but the sum of the initiative will cover low- and middle-income countries across the world.

In announcing this partnership, the United States and its G7 partners are expressing a unified vision for global infrastructure development. As a lead partner in B3W, the United States will seek to mobilize the full potential of our development finance tools, including the Development Finance Corporation, USAID, EXIM, the Millennium Challenge Corporation, and the U.S. Trade and Development Agency, and complementary bodies such as the Transaction Advisory Fund. In doing so, the Biden Administration aims to complement domestic infrastructure investments in the American Jobs Plan and create new opportunities to demonstrate U.S. competitiveness abroad and create jobs at home.

In addition to the billions of dollars which the United States mobilizes in overseas infrastructure financing through existing bilateral and multilateral tools, we will work with Congress to augment our development finance toolkit with the hope that, together with the private sector, other U.S. stakeholders, and G7 partners, **B3W will collectively catalyze hundreds of billions of dollars of infrastructure investment for low- and middle-income countries in the coming years.**

Together with leaders of the G7, the Biden Administration fully endorses the guiding principles of B3W:

- **Values-Driven.** Infrastructure development carried out in a transparent and sustainable manner—financially, environmentally, and socially —will lead to a better outcome for recipient countries and communities. We will offer countries a positive vision and a sustainable, transparent source of financing to meet their infrastructure needs.
- **Good Governance and Strong Standards.** High standards have become ever more important at a time when governments are grappling with complex decisions on how to tackle climate change, build back local economies, direct scarce financing, and boost employment in an inclusive way. We are committed to providing citizens of recipient communities with the long-run benefits they expect and deserve from infrastructure projects. Our efforts will be guided by high standards and principles, such as those promoted by the updated Blue Dot Network, relating to the environment and climate, labor and social safeguards, transparency, financing, construction, anticorruption, and other areas.
- **Climate-Friendly.** The investments will be made in a manner consistent with achieving the goals of the Paris Climate Agreement.
- **Strong Strategic Partnerships.** Infrastructure that is developed in partnership with those whom it benefits will last longer and generate more development impact. Infrastructure created under the B3W will be developed through consultation with communities and assessing local needs as a true partners. We will establish a taskforce together as a G7, and with others, to coordinate, harmonize our efforts, and increase our impact and reach.
- **Mobilize Private Capital Through Development Finance.** Status quo funding and financing approaches are inadequate to address the tremendous infrastructure gap in low- and middle-income countries. We are committed to augmenting the development finance tools at our disposal to support and catalyze a significant increase in private capital to address infrastructure needs. Infrastructure investment by a responsible and market-driven private sector, paired with high standards and transparency in public funding, is crucial for long-run development effectiveness and sustainability.
- **Enhancing the Impact of Multilateral Public Finance.** Multilateral development banks and other international financial institutions (IFIs) have developed rigorous standards for project planning, implementation, social and environmental safeguards, and analytical capability. The United States will incorporate these standards and safeguards to help ensure that U.S. taxpayer resources are used appropriately and effectively. We will work with the IFIs to enhance their catalytic impact and increase the mobilization of capital—both public and private—needed for impactful and sustainable infrastructure investment.

More detail will be included in the G7 Leaders' Communique.

Source : <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/06/12/fact-sheet-president-biden-and-g7-leaders-launch-build-back-better-world-b3w-partnership/>

Document 11

La stratégie de défense française en Indopacifique

Mise à jour : 24/06/2020 - Auteur : Direction générale des relations internationales et de la stratégie du ministère de la Défense (DGRIS), Ministère des armées

La France est une nation souveraine de l'Indopacifique. Cet espace est aujourd'hui le théâtre de nombreuses évolutions géostratégiques, qui ont des conséquences directes sur les intérêts de la France et de ses partenaires. Elle entend donc pleinement endosser son rôle de puissance régionale, afin de protéger ses intérêts souverains, d'assurer la sécurité de ses ressortissants et de contribuer activement à la stabilité et la sécurité régionale. En conséquence, elle s'est dotée d'une Stratégie de défense en Indopacifique, fondée sur la Revue stratégique (2017) et le Livre Blanc pour la sécurité et la défense nationale (2013).

LA FRANCE, PUISSANCE IMPLIQUÉE DE L'INDOPACIFIQUE

DES INTÉRÊTS STRATÉGIQUES LIÉS À NOS TERRITOIRES

Sept des treize départements, régions et collectivités d'outre-mer français sont répartis entre l'océan Indien et le Pacifique Sud. Ils abritent 1,6 millions de ressortissants français et confèrent à la France neuf des onze millions de km² de sa zone économique exclusive. La France entretient en outre, et au même titre que ses partenaires européens, des **liens d'interdépendance économique vitaux** avec cette région traversée par des routes commerciales maritimes reliant les plus grands ensembles démographiques et économiques du vingt et unième siècle.

UNE PRÉSENCE PERMANENTE AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA STABILITÉ INTERNATIONALE

L'Indopacifique est une réalité opérationnelle pour le ministère des Armées. La région est divisée en cinq commandements militaires, répartis entre trois forces de souveraineté (FAZSOI, FANC, FAPF) et deux forces de présence (FFEAO, FFDj). Ces commandements régionaux interarmées représentent **un total de 7 000 personnels déployés de façon permanente, auxquels s'ajoutent ponctuellement 700 marins en mission**. Ce dispositif, que complète un réseau de 18 attachés de défense, assure un maillage géographique permettant de veiller à la protection et à la sécurité des ressortissants et des territoires français, de contrôler notre ZEE et de participer aux activités de coopération de défense dans tous les domaines.

L'INDOPACIFIQUE, THÉÂTRE DE MUTATIONS STRATÉGIQUES D'AMPLEUR

L'Indopacifique est le théâtre **d'évolutions stratégiques d'ampleur**, lesquelles ont des conséquences directes sur l'ensemble de nos territoires et de nos intérêts, ainsi que sur ceux de nos partenaires.

UN DURCISSEMENT DE L'ENVIRONNEMENT MILITAIRE

La rivalité stratégique opposant la Chine et les Etats-Unis structure les dynamiques sécuritaires dans cette région, où elle oblige les Etats à composer avec de nouvelles menaces et influences. De nombreux régimes ont notamment investi dans le renforcement de leurs

capacités de défense, induisant un **durcissement de l'environnement militaire**. Ce durcissement remet en cause les équilibres capacitaires régionaux et redéfinit les marges de manœuvre dont disposent les Etats. Il porte en lui la potentialité d'escalades rapides et difficilement contrôlables. On constate par ailleurs l'affermissement d'une **multipolarité nucléaire militaire** dont le centre de gravité est désormais situé en Indopacifique.

DES MENACES TRANSNATIONALES QUI PERDURENT

A ces évolutions s'ajoutent l'endurance de **menaces transnationales** telles que la piraterie, la pêche illicite, la criminalité transnationale organisée, l'immigration illégale et le terrorisme djihadiste. L'ensemble de la zone Indopacifique est également exposée à un risque sécuritaire accru du fait du réchauffement climatique.

DES ATTEINTES À L'ORDRE INTERNATIONAL MULTILATÉRAL FONDÉ SUR LE DROIT

Dans ce contexte sécuritaire dégradé, on constate, enfin, un **délitement du multilatéralisme et de l'ordre international fondé sur le droit**. Les grands compétiteurs stratégiques sont incités à recourir à l'action unilatérale. La possibilité de révoquer tout engagement jugé trop contraignant et la volonté de diminuer les ressources allouées aux instances multilatérales remettent en cause la crédibilité des efforts multilatéraux. Dans l'ensemble de la zone, le déficit de régulation et l'absence de consensus multilatéral sur les conditions d'accès et d'utilisation des espaces communs facilitent l'exercice des rapports de force entre États, ou à l'encontre d'acteurs non-étatiques. Enfin, les architectures régionales de sécurité dans l'océan Indien, en Asie et dans le Pacifique demeurent fragiles, en dépit d'importants efforts consentis.

LA STRATÉGIE DE DÉFENSE FRANÇAISE EN INDOPACIFIQUE : PRIORITÉS ET ENGAGEMENTS

La France a une double responsabilité en Indopacifique : celle de puissance riveraine et de membre du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Elle doit **assurer la protection de ses ressortissants et l'intégrité de sa souveraineté, tout comme elle doit contribuer à la sécurité et à la stabilité régionale et internationale**.

Les armées ont un rôle de premier plan à jouer. C'est pourquoi, dès mai 2019, la ministre des Armées a présenté **la Stratégie de défense en indopacifique**, à la suite des grandes orientations fixées par le Président de la République en mai 2018 en Australie.

La mise en œuvre de cette stratégie repose sur quatre piliers :

- nos **territoires**, fondements de notre puissance, que nous devons protéger et valoriser ;
- notre **engagement opérationnel et notre expertise**, garants de notre crédibilité ;
- notre **tradition de coopération**, dans l'océan Indien, en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique Sud ;
- notre **diplomatie de défense**, instrument d'influence et de prévention qui contribue notamment au soutien du multilatéralisme.

AXES D'EFFORT DE LA DÉFENSE FRANÇAISE

La Stratégie définit huit axes d'effort pour la Défense française :

1. Le ministère des Armées entend **renforcer l'action des forces de souveraineté et des forces de présence** dans quatre domaines en particulier : la connaissance et l'anticipation, la protection, la prévention et l'intervention.
2. La France **contribue activement à la lutte contre la prolifération**. Elle participe à l'Initiative de Sécurité contre la Prolifération et recherche des coopérations bilatérales et multilatérales destinées à lutter contre le contournement des sanctions onusiennes contre la Corée du Nord.
3. Dans le domaine multilatéral, la France **œuvre au renforcement d'institutions régionales** tel que l'*Indian Ocean Naval Symposium* (IONS), qu'elle présidera en 2020-2022, et poursuit ses efforts d'adhésion à différentes enceintes internationales en Asie.
4. La France **renforce ses partenariats avec les États-Unis, l'Inde, l'Australie et le Japon** en particulier.
5. La France **contribue à la stabilité et au développement des régions où ses forces sont présentes** et soutient ses partenaires régionaux afin d'assurer une sécurité collective respectueuse du droit international.
6. Elle soutient en particulier le **renforcement de l'autonomie stratégique de ses partenaires d'Asie du Sud-Est**. Elle développe pour cela une approche régionale coordonnée et recherche des opportunités de coopérations multilatérales, dans le cadre de l'architecture régionale de sécurité existante.
7. La France, puissance maritime de premier plan, met en œuvre une **politique de coopération maritime coordonnée** dans l'ensemble de l'espace indopacifique. Elle recherchera en particulier le développement de partenariats bilatéraux et multilatéraux en matière de *Maritime Domain Awareness*, et fera la promotion du modèle français d'action de l'État en mer.
8. Le ministère des Armées contribue à la **politique d'anticipation sécuritaire environnementale** française dans trois domaines : l'analyse des risques environnementaux ; le soutien à des programmes scientifiques ciblés ; l'organisation de conférences sur l'ensemble de la zone, afin de sensibiliser nos partenaires aux conséquences sécuritaires du changement climatique.

Source : site internet du Ministère des Armées

Document 12

La Chine au cœur de la plus grande zone de libre-échange de la planète

18 novembre 2020, 22:34 CET

Auteurs

1. Emmanuel Véron

Enseignant-chercheur - Ecole navale, Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco)

2. Emmanuel Lincot

Spécialiste de l'histoire politique et culturelle de la Chine contemporaine, Institut Catholique de Paris

Le 15 novembre dernier, 15 pays d'Asie-Pacifique (les 10 pays de l'Asean, la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande) ont entériné la création d'une zone de libre-échange d'une importance majeure dans le système international : le Partenariat régional économique global (*Regional Comprehensive Economic Partnership*, RCEP). Un partenariat qui rassemble plus de 30 % de la population mondiale et où l'on retrouve donc la Chine... mais ni l'Inde, ni les États-Unis ni l'Europe.

Après une décennie de discussions, depuis le lancement d'une initiative à Bali en 2011, Pékin semble donc avoir réussi à mettre en œuvre une intégration régionale économique accélérée en Asie-Pacifique.

Cette intégration confirme le découplage entre intérêts économiques et axes stratégiques. Car nombre des États du RCEP sont hostiles à Pékin, et certains d'entre eux ont même pris explicitement position pour le projet Indo-Pacifique dominé par les États-Unis et visant à contrer l'expansionnisme militaire chinois.

La signature du RCEP est, d'abord, la conséquence du retrait américain du Trans-Pacific Partnership (TPP) en 2017, lequel a largement profité à la Chine, lui offrant sur un plateau une place écrasante en Asie-Pacifique. Mais sans régulation ni mécanismes autres qu'économiques, pourtant nécessaires étant donné les disparités abyssales entre ses membres, cette région, qui devient plus que jamais le centre de gravité du monde, n'échappera ni aux tensions ni aux risques de conflits. Certes, le RCEP dopera assurément, un temps, la croissance et les investissements. Mais ensuite ?

Un accord de libre-échange très important... et assez rudimentaire

Si les négociations ont été assez longues, ce qui est normal lorsque plusieurs États engagent des pourparlers sur des sujets compliqués (avec la géopolitique en toile de fond), le retrait de l'Inde à la fin de l'année 2019 et la limitation de l'accord au libre-échange de produits ne doivent pas écarter les logiques économiques initiées par les États d'Asie du Sud-Est dès 2011. Les négociations, lancées en 2013, viennent donc d'aboutir à la signature à Hanoï (du fait de la

présidence du Vietnam à l'Asean), et en visioconférence, de cet accord structuré en 20 chapitres.

Cet accord commercial, le plus grand au monde, concentre 30 % du PIB de la planète. Selon les professeurs Pétri et Plummer, de l'université Johns Hopkins, le texte, qui prévoit de diminuer les tarifs douaniers (à hauteur de 90 %) appliqués à la plupart des produits échangés entre les pays signataires, permettra à ceux-ci d'accroître leur PIB de 0,2 %.

Le RCEP augmentera les flux économiques entre pays partenaires et aboutira, dans un temps très court (d'ici deux à cinq ans), à la mise en place de normes communes. Des normes promues par Pékin, qui voit là une occasion en or de tester et de mettre en place un système normatif dans son environnement régional proche.

Tandis que les mesures protectionnistes prises par Pékin concernant son propre marché incitent les entreprises occidentales mais aussi japonaises à quitter la RPC, le RCEP va pousser les entreprises étrangères à implanter dans cet espace périphérique de plus en plus d'unités de production pour bénéficier de tarifs douaniers privilégiés et, ainsi, rester compétitives dans la région. Cette année, l'Asie dans son ensemble va générer plus de 50 % de l'ensemble du PIB mondial. Rappelons que ce ratio n'atteignait pas 20 % en 1980.

La périphérie chinoise se voit ainsi conférer, et sur un périmètre étendu, le statut d'une « Zone économique spéciale » – ce qui permet à la RPC de sanctuariser encore davantage ses intérêts dans son environnement régional proche. Ce réaménagement de l'espace lui assure une emprise sans précédent sur un marché asiatique riche des potentialités qui lui sont offertes par plus de 2 milliards de consommateurs.

L'Asie du Sud-Est en questions

Cet accord n'a pas été initié par la Chine, mais par les pays de l'Asean, désireux de tirer profit de leur contexte géographique et économique intermédiaire, entre le bassin Pacifique et Indien d'une part, les pôles de puissances économiques d'Asie du Nord-Est (Chine–Japon–Corée du Sud) et ceux d'Océanie (Australie et Nouvelle-Zélande) d'autre part. Mais au sein du RCEP, leur poids économique sera largement inférieur à celui de la Chine. Ce cadre sera un atout stratégique pour la RPC, qui y mêlera diplomatie publique multilatérale et négociations bilatérales concrètes, et usera pleinement de la forte dépendance économique des pays d'Asie à son égard.

De son côté, Taiwan a fait savoir que sa diplomatie poursuivrait ses efforts en vue de rejoindre le nouveau format du TPP (le CPTPP, qui lie le Japon, l'Australie, Brunei, le Canada, le Chili, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam) afin de réduire l'impact qu'aura pour l'île la signature du RCEP, dont Taiwan ne fait pas partie. Cet impact sera particulièrement sensible pour les industries pétrochimiques et textiles taïwanaises, estimé la ministre taïwanaise de l'Économie Wang Mei-hua.

Toutefois, 70 % des exportations taïwanaises vers les pays signataires du RCEP sont des produits technologiques déjà exemptés de droits de douane en vertu de l'accord sur les technologies de l'information signé en 1996 dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (dont Taiwan est membre de plein droit) et élargi en 2015. Les entreprises taïwanaises, a-t-on ajouté au ministère de l'Économie, ont en outre eu le temps de s'adapter à un environnement concurrentiel déjà marqué par des accords bilatéraux de libre-échange

conclus entre les pays de l'Asean et la Chine, la Corée, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Les spéculations vont désormais bon train pour savoir si les États-Unis de Joe Biden finiront à leur tour par rejoindre le CPTPP.

Par ailleurs, cette configuration économique et financière permet de poser la question de la concurrence des places financières en Asie et celle du statut potentiel de Taiwan à cet égard.

Une victoire institutionnelle et surtout fonctionnelle pour la Chine

La signature du RCEP est une première pour la Chine et témoigne du cadre évolutif de sa politique étrangère, qui contraste avec son immobilisme en matière de gouvernance intérieure. En cela, le régime de Pékin, manie avec pragmatisme tactique économique libérale et autoritarisme politique

La Chine pourrait asseoir encore plus son influence économique et industrielle, en déployant de nouvelles chaînes de production dans cette vaste zone, en particulier en Asie du Sud-Est. Conjoncturellement, alors que l'économie mondiale est fortement ralentie, le FMI annonçait récemment que la Chine afficherait une croissance à 1,9 % cette année et projette 8,2 % pour 2021.

À terme, l'enjeu est aussi politique et stratégique. Une présence renforcée de Pékin dans ce vaste espace géoéconomique lui assure une position dominante, malgré les initiatives américaines dans l'« Indo-Pacifique » et la consolidation de coopération entre le Japon, l'Inde, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. De plus, le RCEP ne limitera pas les effets des sanctions commerciales et technologiques américaines visant la Chine. Cependant, l'appareil industriel de Pékin y trouvera une opportunité d'approvisionnements et de débouchés.

Quid du concept Indo-Pacifique ?

Malgré la dégradation des relations bilatérales (Chine-Australie ou Chine-Japon), accélérée par les conséquences géopolitiques de la pandémie de Covid-19, plusieurs partenaires des États-Unis ont signé cet accord de libre-échange qui profite à Pékin.

L'intégration dans cet accord commercial de pays industrialisés et proches de Washington tant en matière industrielle et économique que militaire (Japon, Corée du Sud, Australie et Nouvelle-Zélande) ne va pas sans contredire les objectifs stratégiques et sécuritaires du concept américain « Indo-Pacifique », plus précisément Free and Open Indo-Pacific.

Si le déploiement militaire américain qui vise à contenir les capacités de projection et d'expansion chinoises est important dans la zone, et de mieux en mieux articulé à plusieurs pays signataires du RCEP, l'intégration fonctionnelle du libre-échange, où la Chine domine et dominera, montre les limites du recours à l'outil militaire face à la logique de guérilla géoéconomique permanente entretenue par Pékin.

Les brevets, les marchandises, l'influence économique et les réseaux d'affaires chinois, puissamment soutenus par le régime (entreprises d'État, réseau diplomatique, collusion des milieux d'affaires et politiques) sont autant de points tactiques acquis à Pékin dans cette vaste zone qui recoupe intérêts européens, américains, indiens, japonais etc. Le renforcement du Quad (*Quadrilateral Security Dialogue – États-Unis, Japon, Inde et Australie*) pourrait être à

bien des égards inopérant. Jeffrey Wilson, chercheur au think tank australien ASPI, évoque même une reconfiguration économique et stratégique majeure en Asie-Pacifique.

Non seulement, le RCEP vient sanctuariser la puissance industrielle et commerciale chinoise, mais il va aussi accélérer la contestation du réseau d'alliances militaires et économiques des États-Unis. En somme, le commerce vient perturber le spectre de la puissance stratégique. D'ailleurs, l'Inde, qui fait de la Chine la priorité de sa politique étrangère (à travers son dispositif sécuritaire vis-à-vis du Pakistan, mais aussi le développement de ses liens économiques, militaires et diplomatiques avec l'Asie du Sud-Est, le Japon et l'Australie), pourrait, de manière versatile, rejoindre le RCEP. Rappelons que l'Inde est membre de l'Organisation de Coopération de Shanghai, institution initiée par la Chine, au sein de laquelle se trouve le Pakistan.

Le 15 novembre 2020 signe officiellement le début d'une intégration fonctionnelle en Asie-Pacifique qui se complète aux autres initiatives dominées par Pékin : Organisation de coopération de Shanghai, projet BRI, BRITACOM, BAII, etc. La géoéconomie asiatique, polarisée sur la Chine, demeurera longtemps un facteur stratégique des recompositions de l'ordre international.

Source : The Conversation

Document 13

Stratégie européenne de connectivité

« L'UE renforce sa stratégie visant à relier l'Europe à l'Asie », 19/09/2018, Service de presse de la Commission européenne

La Commission européenne et la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ont adopté ce jour une communication conjointe qui présente la vision de l'UE concernant une nouvelle stratégie globale visant à mieux relier l'Europe à l'Asie.

La communication conjointe repose sur l'expérience de l'Union européenne en matière de renforcement des liens entre ses États membres, ainsi que dans d'autres régions et avec celles-ci. Une connectivité durable, complète et fondée sur des règles est un élément central de la communication; cette dernière contribuera à orienter l'action extérieure de l'UE dans ce domaine et s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie globale.

La communication conjointe fournissant les éléments d'une stratégie de l'UE visant à relier l'Europe à l'Asie est disponible en ligne.

«La connectivité est la voie de l'avenir. Plus nous sommes connectés, plus grandes sont nos possibilités – de parvenir à des solutions politiques communes et d'apporter la prospérité économique aux citoyens», a déclaré Federica Mogherini, haute représentante/vice-présidente. «Notre approche est la voie suivie par l'Union européenne : établir des réseaux plus étoffés et renforcer les partenariats pour une connectivité durable, dans tous les secteurs et sur la base du respect des règles communes. C'est l'approche adoptée par l'Europe pour relever les défis qui se posent et saisir les occasions qui se présentent, au profit des citoyens tant en Europe qu'en Asie.»

Jyrki **Katainen**, vice-président pour l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité, a fait la déclaration suivante : *«Nous voulons coopérer avec nos partenaires asiatiques pour améliorer les liaisons entre l'Europe et l'Asie, en apportant nos valeurs et notre approche. Les réseaux d'infrastructures qui seront mis en place devraient être cohérents, interopérables, ainsi que viables sur les plans financier et environnemental. Les appels d'offres devraient être ouverts et transparents afin de promouvoir la bonne gouvernance et des conditions équitables. C'est une approche qui fonctionne et qui intéresse les pays d'Asie, de notre voisinage oriental, des Balkans occidentaux et au-delà.»*

Neven **Mimica**, commissaire pour la coopération internationale et le développement, a ajouté ce qui suit : *«L'UE et l'Asie sont des partenaires importants en matière de développement durable et de mise en œuvre du programme de développement durable à l'horizon 2030. Notre coopération au développement est un élément essentiel de notre dialogue et de notre partenariat plus vastes avec l'Asie, notamment en ce qui concerne la promotion d'une connectivité durable. Nous souhaitons renforcer encore notre partenariat et mettre davantage l'accent sur la fourniture d'une assistance technique, l'amélioration des environnements réglementaires et la création d'incitations pour promouvoir et renforcer les investissements indispensables.»*

Violeta **Bulc**, commissaire chargée des transports, a fait la déclaration suivante : *«Les infrastructures de transport sont les artères nourricières des liaisons entre l'Europe et l'Asie,*

permettant de transporter tant les personnes que les marchandises entre les continents, en marge de la numérisation et de la décarbonation. L'Europe partage et utilise un des réseaux de transport et programmes de financement des infrastructures les plus développés au monde : le réseau transeuropéen de transport. La connectivité est importante !»

Durable, complète et fondée sur des règles : la connectivité selon l'approche de l'UE

L'UE associera une approche de principe de la connectivité à la prise en compte du fait que l'Asie englobe différentes régions, qui abritent des pays très divers en matière de modèles économiques et de niveau de développement, avec des actions concrètes fondées sur trois volets :

1. mettre en place des liaisons de **transport** et des réseaux **énergétiques, numériques et humains** ;
2. proposer des **partenariats en matière de connectivité** aux pays d'Asie et aux organisations ;
3. promouvoir un financement durable en recourant à divers **instruments financiers**.

Mettre sur pied des réseaux transfrontières

Des infrastructures et des liens efficaces créent de la croissance et de l'emploi et permettent la circulation des personnes et des marchandises. Des liaisons de transport aux réseaux énergétiques, des contacts interpersonnels aux réseaux numériques, l'UE étendra ses propres réseaux et contribuera à en mettre en place de nouveaux au-delà de ses frontières.

Les réseaux transeuropéens de transport (RTE-T) de l'UE sont étendus à des pays voisins de l'Asie. L'UE devrait à présent connecter les RTE-T aux réseaux en Asie. Le marché unique numérique de l'UE jette les bases du renforcement des échanges dans le domaine des services numériques, tandis que sa stratégie concernant le numérique au service du développement, Digital4Development strategy, favorise le développement socio-économique. Nous partagerons notre expérience en matière de mise en place de marchés régionaux de l'énergie libéralisés, en mettant l'accent sur la transition induite par le marché vers une énergie propre. Nous continuerons à promouvoir les échanges humains et la mobilité, notamment dans les domaines de l'éducation, de la recherche, de l'innovation, de la culture et du tourisme.

Mettre en place des partenariats solides, tant bilatéraux que mondiaux, en matière de connectivité

Notre monde a besoin, pour fonctionner, de fluidité et de sécurité dans ses flux de marchandises, de services et de personnes. Forte d'un marché intérieur à la fois équitable, transparent et fondé sur des règles, l'Union européenne engage le dialogue avec des partenaires par-delà ses frontières, en vue de promouvoir des approches similaires visant à rendre durable la connectivité.

L'UE mettra en œuvre des partenariats bilatéraux en matière de connectivité. La plateforme de connectivité UE-Chine, par exemple, aidera les deux parties à créer des synergies et à traiter leurs divergences de points de vue. Au niveau régional, l'UE peut s'appuyer sur l'expérience qu'elle a tirée de sa contribution au renforcement de la connectivité et de l'intégration de diverses structures de coopération régionale, par exemple en mer Baltique et en mer Noire, ainsi qu'avec l'ASEAN et en tant que participante au processus de l'ASEM. Le fait pour l'Union

européenne de promouvoir une coopération renforcée en matière de connectivité entre les deux régions devrait lui permettre de propager son modèle de connectivité durable et fondé sur des règles. Enfin, l'UE s'attachera, dans le cadre d'un dialogue avec les organisations internationales, à déterminer les cadres juridiques et les formes concrètes que prend la connectivité, afin, par exemple, de fixer des normes internationales. L'Organisation mondiale du commerce, l'Agence internationale de l'énergie, l'Organisation maritime internationale et les organes des Nations unies sont quelques exemples, parmi bien d'autres, d'enceintes au sein desquelles l'Union européenne œuvre et continuera d'œuvrer à la mise en place de pratiques mondiales à la fois durables et équitables.

Promouvoir un financement durable de l'investissement

Les besoins de l'Asie en matière d'investissements dans des infrastructures étant estimés à 1,3 billion d'euros par an, des perspectives considérables s'ouvrent aux entreprises de l'UE, pour autant que des cadres juridiques solides soient en place. L'UE s'emploiera à combiner des sources de financement provenant d'institutions financières internationales, de banques multilatérales de développement et du secteur privé, de manière à garantir un financement national et international durable de la connectivité, tout en garantissant aux entreprises la transparence requise et des conditions de concurrence équitables. Grâce à une approche globale du financement de l'investissement, dont le Fonds européen pour les investissements stratégiques a été le précurseur en Europe, mais aussi en dehors de l'UE, grâce à des facilités d'investissement géographiques spécifiques, des investissements ont pu être mobilisés en faveur des infrastructures et de la connectivité. Si l'on y ajoute les propositions de la Commission européenne en vue du renforcement de l'action extérieure lors du prochain cadre financier pluriannuel de l'UE (2021-2027), le financement, à la fois intelligent, innovant et multidimensionnel de l'investissement en Asie et vers l'Asie est fortement susceptible de s'accroître.

Une Europe mieux reliée à l'Asie au moyen de liaisons de transport et de réseaux énergétiques, humains et numériques renforcera la résilience des sociétés et des régions, facilitera les échanges, favorisera un ordre international fondé sur des règles et ouvrira de nouvelles perspectives pour un avenir plus durable et plus sobre en carbone. La communication conjointe servira de base au dialogue entre l'UE et ses partenaires, pays couverts par la politique de voisinage ou pays du Pacifique, en procurant des avantages aux peuples de l'Europe et de ces pays qui savent toute la valeur de notre approche en matière de connectivité.

Document 14

NEW GEOPOLITICS IN THE INDO-PACIFIC

June 17, 2021

A Webinar organized by the Embassy of Italy to Japan & the Embassy of Italy to India

The Indo-Pacific Region has been increasingly recognized as one of the main engines of growth and development of the 21st Century. The area has acquired a significant geopolitical salience: it is a hub for global trade and energy supply, it is terrain for several global challenges from climate change to the resilience of maritime routes and it is at the center of the future of international connectivity.

Approximately two-thirds of the global container trade passes through the region, including over 50% of the overall EU maritime trade. The Indo-Pacific lanes are of paramount importance for a number of stakeholders that transcends the littoral countries. Furthermore, the economic prosperity of the nations who are benefitting from trade and connectivity in the Indo-Pacific is intertwined with the security dynamics of the region.

Having this in mind, Indo-Pacific powers such as US, Japan and India are promoting an increased cooperation in order to maintain a rule-based and free maritime space. Giving their economic stakes, also the European Union is looking with growing attention and involvement to the Indo-Pacific.

There is a common interest in making sure that the Indo-Pacific construct relies on an effective multipolarism.

Which role and margins a European Union key actor such as Italy can exert in the Indo-Pacific Exchequer and what kind of cooperation it can seek with Regional players such as Japan and India?

The key priorities and interests of Italy are:

- To contribute to an enhanced role and visibility of Europe, as a global power, in a region that is key for its own prosperity and for the future of stability and wealth of the international community. Italy aims at playing a constructive role in shaping a new positive agenda in the review EU Indo-Pacific Strategy.
- To foster regional cooperation and a multilateral set of agreements in an area of the World that sees national actors often divided by past tensions or by increasing rivalries.
- To support the Euro-Asian connectivity given also the fact that the shortest maritime line connecting Europe to Asia finds in the Italian ports its main entry/exit door.
- To contribute to peace and respect for the international laws and a rule based maritime space in the Region, in order to guarantee that the area remains open for trade and business opportunities and that stability and equal opportunities prevail in the Region.

- With this aim Italy, is willing to collaborate with regional actors such as Japan and India and with regional multilateral organizations, as shown by the recent acquisition of the status of development partner of ASEAN.

For Japan and India, cooperation with Italy in the Indo-Pacific could represent:

- The involvement of the country that is currently holding the G20 Presidency in the ongoing process and that share with India and Japan the same core values of democracy and freedom of navigation.

- The possibility to join forces in joint development programs and in soft security building, given the specific Italian experience as main Western contributors to peacekeeping forces and given its know-how in police, customs, border control, antipiracy training.

- Joining hands with a global manufacturing and exporting powerhouse in scouting and opening new opportunities in the Region, thus securing the mutually convenient supply chains.

- Exploring further avenues of cooperation by relying on Italy's expertise in the field of energy transition and green economy.

Document 15

L'Indo-Pacifique libre et ouvert - le grand Continent

Études Asie Orientale

À l'aube du XXI^e siècle, la construction géopolitique de l'Asie-Pacifique est progressivement devenue trop restreinte. Au cours des années 2000, l'émergence de l'Inde d'une part, et la fulgurante ascension de la Chine d'autre part, qui s'applique à déployer ce qu'elle nomme à l'époque sa stratégie du « collier de perles », mettent en évidence le lien entre océans Indien et Pacifique. Après le pivot américain vers l'Asie, le concept géopolitique d'Indo-Pacifique semble plus approprié pour décrire les logiques qui traversent cette zone, et cette vision est progressivement adoptée par l'ensemble des acteurs internationaux.

Auteur

Jessy Périé, Gabriel Solans

Date

14 juin 2020

L'espace Indo-Pacifique est le socle d'une stratégie promue par le *Quadrilateral Security Dialogue*, ou « Quad ». En 2007, un discours du Premier Ministre japonais Shinzô Abe devant le Parlement indien a lancé cette alliance, qui consiste en un dialogue stratégique informel entre le Japon, les États-Unis, l'Inde et l'Australie. En novembre 2017, lors du sommet de l'ASEAN à Manille, les leaders de ces quatre pays se sont rencontrés et ont convenu de relancer cette initiative entre-temps délaissée, notamment en raison des tensions irrésolues en mer de Chine méridionale. Au sein de ce quatuor, cœur battant de la promotion de l'espace Indo-Pacifique, le Japon est particulièrement actif, prenant soin de renforcer ses relations avec ses partenaires, les États-Unis en tête.

L'archipel est à l'origine de cette résurgence du Quad et tient donc une place de premier plan dans la promotion d'une *Free and Open Indo-Pacific Strategy*, une des priorités officielles définies par le Ministère des Affaires étrangères japonais. Il s'agit ainsi d'élaborer un contrepoids face à la Chine, qui suit une politique ambitieuse de rayonnement mondial en séduisant un grand nombre de pays non occidentaux désireux d'une place sur l'échiquier des puissances internationales. Sa *Belt and Road Initiative* – ou nouvelles routes de la soie en français – en est le cœur et promeut l'ambition ultime de proposer un nouveau mode de gouvernance internationale. Les États-Unis, dans ce quatuor Indo-Pacifique, sont essentiels, du fait de leur poids historique dans la région, leur influence et leurs liens avec nombre de pays de la zone.¹

Mais alors, quel intérêt les États-Unis pourraient-ils trouver dans cette alliance ? Washington souhaite préserver une liberté de navigation absolue. Le transit commercial, par le détroit de Malacca notamment, mais surtout le transport des troupes militaires au Moyen-Orient, nécessitent en effet une voie sécurisée à travers les deux océans. La présidence Trump a saisi ce concept en faisant de la *Free and Open Indo-Pacific Strategy* le nom de sa politique extérieure en Asie orientale. Le terme est devenu de plus en plus adopté, jusqu'à perdre une partie de son sens. En juin 2019, l'ASEAN se dote d'une « vision » indo-pacifique (*ASEAN Outlook on the Indo-Pacific*). Mais y a-t-il un consensus sur le contour géographique du concept ? Le vocabulaire adopté par ce document évite tout sous-entendu anti-chinois. On peut néanmoins questionner cette appropriation d'un terme utilisé par le Japon au regard des réelles capacités de l'administration américaine depuis 2016, comme évoqué plus loin.

Les intérêts du Japon

Dans son discours devant le Parlement indien, Shinzô Abe mentionne clairement « la confluence des deux mers », à travers un « couplage dynamique » des océans Indien et Pacifique. Le Premier Ministre japonais considère que son pays et l'Inde ont la capacité, mais aussi la responsabilité, de mettre en œuvre une « Asie élargie ». Ainsi, se profile déjà le dessin d'un sous-ensemble Indo-Pacifique dont les puissances japonaise et indienne seraient les principaux supports.

Shinzô Abe décrit cette « Asie élargie » comme englobant tout le Pacifique, et incluant par là même les États-Unis et l'Australie, tandis que la Chine n'est pas mentionnée. Ce *Quadrilateral Security* est plusieurs fois associé à la défense de valeurs de liberté, de droits fondamentaux de l'humain, de transparence et de prospérité, autant de notions que les États-Unis imposent dans les textes des différents accords qu'ils signent et qui indiquent que le Japon estime la participation de Washington incontournable.

Cette résurgence du Quad est au cœur d'une stratégie d'alliance pour faire face à une prépondérance chinoise dans la région. Une stratégie d'espace Indo-Pacifique libre et ouvert, qui permettrait non seulement au Japon d'affirmer son statut de puissance et de référent en Asie, mais aussi d'élargir son influence en Afrique. Le Ministère des Affaires étrangères considère notamment l'ASEAN comme une zone clé pour la réalisation de cette stratégie. Toutefois, il est possible de questionner l'efficacité du Quad, qui reste une structure floue. Pour Dhruva Jaishankar², il faudrait minimiser l'importance du Quad, « simple dialogue mené par les fonctionnaires des Affaires étrangères ». Il s'agirait surtout, en dehors des réunions officielles, que des engagements se mettent en place pour la coopération en termes de renseignement et pour l'interopérabilité des équipements.

À travers cette *Free and Open Indo-Pacific Strategy*, l'objectif est de renforcer les liens avec l'Asie et l'Afrique, prioritairement à travers des aides humanitaires, sécuritaires, à des échanges commerciaux et à des infrastructures. On peut constater une volonté de s'affirmer sur une ligne d'expansion à travers le continent africain déjà empruntée par la Chine.

Créer un contrepoids face au projet mondial de la Chine

C'est à ce projet de la BRI que le Japon cherche à s'opposer. Cette initiative des routes de la soie est le socle du développement de l'influence chinoise sur terre et sur mer. En parallèle en Asie, le conflit en mer de Chine méridionale cristallise les ambitions hégémoniques chinoises, la Chine revendiquant 90 % de la zone et utilisant sans hésitation des rapports de force à son avantage. Le Ministère des Affaires étrangères japonais renouvelle en novembre 2019 sa responsabilité et son intention de promouvoir un espace régi par des règles, le libre-échange et la libre navigation. L'archipel mentionne également comme pilier de cet espace la prospérité économique à travers notamment des infrastructures de haute qualité répondant aux normes internationales, l'éducation et l'harmonisation des réglementations. En troisième pilier, la paix et la stabilité : assistance humanitaire, lutte contre la piraterie, opérations de maintien de la paix... Mais le Japon insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas d'établir un nouveau système, mais bien de développer plus avant les règles et la coopération actuelles. Une manière de suggérer une position affirmée du Japon comme puissance de premier plan dans sa région, et qui confirme la volonté de Shinzô Abe de développer la capacité de défense japonaise,

particulièrement face à la Chine qui a plus que doublé ses dépenses militaires en 10 ans, bien que ces chiffres soient à considérer avec précaution.

Il serait impossible d'affirmer une quelconque prépondérance face à Pékin en n'agissant qu'au niveau régional, la politique étrangère chinoise étant résolument mondiale. Toujours dans le cadre de la BRI, en parallèle des prétentions territoriales en mer de Chine méridionale et en Afrique, l'alliance de la Chine avec le Pakistan lui ouvre notamment des portes sur l'océan Indien. Des liens renforcés avec l'Inde pourraient permettre au Japon de créer un contrepoids dans cet espace.

Par cette politique internationale active, le Japon cherche avant tout à résoudre des questions de politiques intérieures dont sa stabilité dépend. Sa nature insulaire a créé un réflexe de protection, qui a souvent rimé avec une fermeture plus ou moins importante à l'extérieur. Aujourd'hui, le gouvernement nippon a compris qu'il était indispensable d'ouvrir et d'élargir sa politique extérieure afin de mieux compenser ses faiblesses. Il doit notamment défendre la souveraineté d'une ZEE de 4,4 millions de kilomètres carrés, composée de plus de 6800 îles dont seulement 430 sont habitées. Au-delà de cette problématique essentielle, le point crucial reste sans nul doute l'approvisionnement énergétique pour un pays qui importe 87 % de son pétrole au Moyen-Orient, malgré ses efforts pour diversifier son bouquet énergétique, pétrole représentant 40 % du mix énergétique japonais. Le Japon est donc très vulnérable sur ce plan. Le port pakistanais de Gwadar, où la Chine investit 1,62 milliards de dollars dans le cadre des routes de la soie, pourrait être un élément-clé pour utiliser cette faiblesse japonaise.

Une présence américaine incontournable pour le Japon

Le Japon avait déjà placé de grands espoirs dans le *Transpacific Partnership* (TPP), sous le mandat Obama. Cet accord de libre-échange, le plus large du monde, posait la perspective de standards commerciaux occidentaux en Asie-Pacifique, et donc un relatif équilibre avec la Chine. Le bilan de ce projet s'est cependant révélé largement en demi-teinte à la fin de la présidence Obama, et Donald Trump a ensuite retiré son pays de l'accord. Même si le Japon a défendu la signature d'un TPP sans Washington, il est indéniable que la portée en sera largement moindre. Mais dans le cadre des tensions économiques avec la Chine, les États-Unis ont fini par mettre en place plus tard en octobre 2018 un BUILD Act (*Better Utilization of Investments Leading to Development*), législation bi-partisane consistant en une forte aide au développement pour les petites et moyennes puissances de la zone indo-pacifique et mutualisant l'OPIC (*Overseas Private Investment Corporation*) et l'USAID dans une même structure.

En outre, une résurgence du Quad, et plus largement d'un espace Indo-Pacifique libre et ouvert doit donc se faire avec l'action des États-Unis afin de réellement faire contrepoids. Washington demeure la première puissance mondiale, disposant du premier budget militaire au monde – très loin devant la Chine en seconde position. L'alliance Japon-États-Unis, étroite depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, est un pilier dans la diplomatie japonaise avec 54 000 soldats américains stationnés de manière permanente et un « parapluie nucléaire ». Dans son *Diplomatic Blue book 2019*, le Japon mentionne l'alliance nippo-américaine comme majeure et d'une « solidité sans précédent », travaillant au renforcement d'un espace Indo-Pacifique libre et ouvert. L'Inde et l'Australie sont également citées, à travers des notions assez vagues de renforcement de coopération dans divers domaines, toujours dans le but de « concrétiser la stratégie pour un océan indopacifique libre et ouvert ».

En vertu de sa Constitution, Tôkyô est dépendant de Washington en matière de défense. Lors de l'élection de Donald Trump, Shinzô Abe a poursuivi son travail de renforcement des relations nippo-américaines. Au cours de la tournée asiatique du président américain, sur fond de tensions nord-coréennes, le Premier Ministre japonais a affirmé son adhésion à la ligne dure de Donald Trump sur ce dossier. L'important pour le dirigeant nippon est de s'assurer de la poursuite de l'alliance avec les États-Unis dans un contexte de stagnation économique pour l'archipel. Les tensions nord-coréennes, qui ont été centrales en 2017 et 2018, représentent ainsi un levier politique pour le gouvernement japonais. Cette menace permet de populariser une ligne plus militariste auprès de l'opinion publique et de renforcer l'alliance nippo-américaine.

Une puissance mondiale qui possède encore toute son influence

Au-delà du volet sécuritaire, les États-Unis représentent aussi un modèle politique, économique, culturel. Ils disposent d'un siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies – au même titre que la Chine – mais aussi de liens commerciaux solides avec les nations de l'espace Indo-Pacifique. Washington fait partie des partenaires commerciaux incontournables des plus grandes puissances de la zone comme l'Inde, Singapour, la Corée du Sud ou encore l'Indonésie. D'autres petits pays de l'ASEAN comptent sur leur alliance américaine – et japonaise – pour diminuer leur dépendance à la Chine, dans un contexte de contentieux territorial en mer de Chine méridionale, comme le Vietnam.

Cette position encore très forte, mais aussi mondiale, donne aux États-Unis, aux yeux du Japon, un poids incontournable pour faire valoir cette alliance du Quad et donc défendre ses propres intérêts. Les États-Unis représentent, à tous les niveaux, une assurance pour l'archipel d'un contrepoids sérieux et solide face à la Chine, qui est elle aussi un partenaire commercial incontournable pour les membres du Quad et pour les pays de l'espace Indo-Pacifique.

Si ni le concept de *Free and Open Indo-Pacific* ni la représentation d'une zone Indo-Pacifique formant un tout stratégique ne sont d'origine américaine, l'idée que les océans Pacifique et Indien forment un nouveau centre de gravité des affaires internationales est exprimée telle quelle³ dès 2008 par Kurt Campbell, le penseur du fameux pivot vers l'Asie. Le géant indien n'est pas oublié, tant son potentiel de croissance et sa qualité d'allié de revers contre la Chine intéressent la puissance américaine.

Les enjeux stratégiques américains autour de la notion d'Indo-Pacifique

Une des questions centrales est la nécessité de préserver la liberté de navigation. Les enjeux sont multiples : une grande partie du fret mondial passe de l'Océan Indien à l'Asie-Pacifique via le détroit de Malacca, tandis que la Chine poursuit sa construction de ports dans le cadre de la *Belt and Road Initiative* au Myanmar, au Pakistan, au Sri Lanka, accélérant sur le plan matériel l'avènement d'une réalité Indo-Pacifique. Elle accroît en outre sa concurrence avec les États-Unis en Afrique sur la côte Est donnant sur l'océan Indien, installant sa première base militaire à l'étranger à Djibouti. Mais les États-Unis ont surtout cruellement besoin d'une jonction sécurisée entre les deux océans pour le passage de troupes par voie maritime depuis la côte ouest américaine vers les théâtres moyen-orientaux. La base militaire américaine de Diego Garcia, située en plein océan Indien, est en effet cruciale pour les opérations en Afghanistan et dans le Golfe Persique. Son ravitaillement se fait par Singapour puis par le détroit de Malacca.

Or depuis les années 2000, la Chine a entrepris une militarisation croissante de la mer de Chine méridionale, essentielle pour le transit du commerce international maritime et

l'approvisionnement énergétique de la Chine. Elle a redéployé ses sous-marins dans la base de Yulin sur la côte méridionale de l'Île de Hainan, donnant directement sur les eaux profondes de la mer de Chine méridionale et a développé des capacités dites d'*Aeria-Denial/Anti-Access*, consistant en des missiles balistiques anti-navires, des systèmes de défense aérienne, des mines maritimes avancées, ainsi que des satellites de surveillance et de détection pour le repérage des cibles.

Le but est d'interdire ou de rendre très coûteux l'accès de la zone aux États-Unis en cas de conflit ouvert. La Chine a commencé à développer ce type de capacités à la suite de la troisième crise du détroit de Taïwan en 1995-1996. Bill Clinton avait alors envoyé sur place la flotte militaire la plus importante depuis la guerre du Vietnam, surclassant la Chine qui n'avait plus la moindre marge de manœuvre. Aujourd'hui une telle opération serait très difficile, depuis le développement des capacités d'AD/A2 chinoises. Le coût de la protection de Taïwan en cas de tentative d'annexion chinoise devient encore plus élevé pour les États-Unis.

Indo-Pacifique et pivot vers l'Asie

C'est donc tout naturellement que l'idée d'Indo-Pacifique s'est répandue dans les représentations et le discours américains durant le second mandat de Barack Obama, au sein du très commenté pivot vers l'Asie. Après une première année au pouvoir très optimiste quant aux relations sino-américaines, les accrochages de 2009-2010 ont fait comprendre à l'administration américaine que Pékin prenait toute main tendue pour de la faiblesse. Fin 2011, l'annonce du pivot par Barack Obama et Hillary Clinton devait répondre à l'assertivité grandissante de la Chine dans la zone Asie-Pacifique dans un contexte de sous-engagement américain en Asie et de volonté de sortie du borbier moyen-oriental – Irak, Afghanistan. Or cet essor ne se manifestait pas qu'en mer de Chine méridionale, mais aussi dans tout l'océan Indien. En mer de Chine méridionale tout d'abord, l'incident du Récif de Scarborough – 8 avril 2012 – entre les marines chinoise et philippine a été le prélude à l'annexion par la Chine d'un certain nombre de récifs, îlots, destinés à la construction de structures militaires. La faiblesse de la réponse américaine lors de cet incident a fait comprendre à la Chine qu'elle pourrait coloniser sans problème la mer de Chine méridionale, posant une menace à long terme aux États-Unis pour leur marge de manœuvre stratégique dans une zone clef connectant l'océan Indien et l'Asie-Pacifique.

L'installation en avril 2018 d'appareils de brouillage d'équipement électronique et des radars sur les îles Spratley par la Chine est une nouvelle étape dans cette volonté de contrôle de cet espace. Sur un autre plan, la Chine s'est investie de plus en plus en Afrique et dans l'océan Indien. Les voyages au Myanmar de Kurt M. Campbell, penseur du pivot et *Assistant Secretary of State for East Asian and Pacific Affairs* sous le premier mandat Obama se sont effectués dans cette visée de contrebalancer l'influence chinoise dans cette zone. Les principales réalisations du pivot se situent aussi autour de cette émergence d'une connexion stratégique entre les deux océans : le détachement de 2500 marines à Darwin en Australie, le basculement d'unités militaires depuis Okinawa au Japon à l'île de Guam bien plus au sud et les accès facilités à la Navy aux ports de Singapour et de Perth en Australie sont tous situés dans l'Asie du Sud-Est à la jonction entre les deux océans.

Trump et le *Free and Open Indo-Pacific*

C'est toutefois sous l'administration Trump que l'idée d'Indo-Pacifique s'est – au moins dans les discours – le plus épanouie : le *Free and Open Indo-Pacific* est maintenant le nom de la

stratégie américaine pour l'Asie de l'Est. Comment ce terme est-il passé d'élément de langage de la deuxième administration Obama à concept-clé de la nouvelle stratégie américaine ? Une des réponses est à chercher du côté du Japon. Beaucoup a été dit sur la relation de proximité entre Donald Trump et Shinzô Abe. Neuf jours après la victoire électorale de Trump, le 17 novembre 2016, Abe et lui se sont assis pour une discussion, couplée le vendredi suivant à une visite à la Maison Blanche et à une sortie de golf à Mar-a-Lago, renvoyant habilement à la « diplomatie du golf » du Président Eisenhower avec le grand-père d'Abe, le Premier Ministre Nobusuke Kishi, dans les années 1950.

Le terme est employé en décembre 2017 dans le document *National Security Strategy*, censé représenter la vision présidentielle, mais ne constituant pas de ligne de route officielle pour le mandat. Il est aussi présent dans le *National Defense Strategy* de 2018, qui vise plus explicitement l'influence chinoise. Il va même devenir en juin 2019 un « théâtre stratégique prioritaire » pour Patrick Shanahan, secrétaire à la Défense américain, au Shangri-La Dialogue et avec la publication d'un *Indo-Pacific Strategy Report* le 1^{er} juin 2019. Pour son successeur en tant que secrétaire à la Défense Mark T. Esper à partir du 18 juin 2019, les Etats-Unis⁴ n'ont pas les moyens à long terme de soutenir une confrontation directe avec la Chine et privilégient le plan technologique pour faire face aux capacités A2/AD et la haute mer plutôt que le quantitatif pour mener d'éventuelles expéditions sur terre. L'engagement multilatéral serait en outre priorisé, avec une répartition du travail maritime.

Mais l'importation du concept japonais est aussi peut-être à mettre sur le compte d'un vide stratégique au sein de l'administration Trump, dont la dénonciation n'est plus un tabou, avec notamment la vacance d'un grand nombre de postes dans la diplomatie américaine. En février 2017, lors de la visite de Shinzô Abe à Mar-a-Lago, la déclaration conjointe des deux chefs d'État aux essais nucléaires nord-coréens était éloquente : très courte déclaration de Trump, qui se tourne ensuite vers son homologue, bien plus loquace. En outre, un très grand nombre de postes est encore à pourvoir au sein du Département d'État, qui élabore la stratégie diplomatique des États-Unis. Susan Thornton, actuelle *Assistant Secretary of State for East Asian and Pacific Affairs* et diplomate de carrière, en charge de préparer la diplomatie pour toute l'Asie-Pacifique, n'a été nommée que le 24 décembre 2017, soit plus d'un an après la victoire de Trump. Elle était « acting » depuis le 9 mars 2017, mais Trump ne l'avait pas confirmée. Elle avait donc peu de voix à faire entendre. Même cas de figure pour Alice Wells, *Assistant Secretary of state for South Asia*, chargée de la diplomatie dans le sous-continent indien. Enfin, il n'y a pas non plus d'ambassadeur en Corée du Sud, malgré la crise nord-coréenne. La candidature de Victor Cha a été refusée par Trump après sa critique de la *bloody nose strategy*, consistant en frappes préventives sur le régime de Pyongyang. D'une manière générale, Donald Trump accorde peu de confiance aux experts et fonctionne beaucoup avec sa garde rapprochée, comme en témoigne la place de Jared Kushner dans les relations sino-américaines jusqu'à sa disgrâce.

Mais qu'en est-il sur le terrain ? La matérialisation du *Free and Open Indo-Pacific* est en pleine émergence mais tarde toujours. Sans Traité Trans-Pacifique à même d'écrire les normes du commerce international en Asie-Pacifique, il est difficile d'envisager cette zone « *Free and Open* ». En 2015, New Delhi a proposé d'inclure le Japon dans le *Malabar Exercise* – les exercices navals auxquels se livrent Inde et États-Unis– que les Forces Japonaises d'Autodéfense avaient voulu rejoindre depuis des années. Lors de la première réunion 2+2 des Ministres des Affaires étrangères indien et japonais à New-Delhi le 30 novembre 2019, une déclaration conjointe a été faite sur leur vision commune de l'espace Indo-Pacifique, et notamment la protection de la liberté de navigation. Mais si le Japon soigne ses relations

bilatérales avec les pays du Quad, on peut difficilement parler de « dialogue quadrilatéral ». Il s'agit plus d'un entremêlement d'interactions, ayant d'ailleurs augmenté, à deux ou trois.

L'année 2017 a toutefois montré d'autres priorités que la mise en forme d'une stratégie proprement indo-pacifique. C'est le dossier nord-coréen qui fut la priorité de Washington. Pendant ce temps, la Chine a continué à un rythme plus soutenu que jamais la militarisation des îles déjà créées dans la mer de Chine méridionale. Sans aucune condamnation de Washington, qui a simplement repris ses *Freedom of Navigation Operations*, envoyant le 20 janvier, le 24 mai et le 10 août ses navires passer à 12 miles nautiques – la distance réglementaire – d'îles artificielles chinoises, après avoir informé les soldats chinois pour prévenir tout dérapage aux conséquences imprévisibles. Accusés depuis plusieurs années de passivité face à la Chine par ses alliés asiatiques, les États-Unis n'ont pas réellement changé d'attitude sur le terrain, malgré les rodomontades trumpiennes durant la campagne présidentielle et sur Twitter. Mais les États-Unis ont trop besoin de la Chine sur le dossier nord-coréen pour la contrarier. La Chine est le seul pays asiatique disposant de suffisamment de leviers de pression et de contacts avec Pyongyang pour contraindre la Corée du Nord à négocier sur le dossier nucléaire, d'autant plus que Pékin se montre de plus en plus agacé par les gesticulations de son voisin. En 2018, c'est toutefois le commerce et la propriété intellectuelle qui ont été la priorité de l'administration américaine au sujet de la Chine, comme en témoigne la guerre commerciale menée par Donald Trump..

Or le temps passe et la mer de Chine méridionale, comme le détroit de Malacca, seront bientôt potentiellement sous contrôle chinois. Cela ne signifie pas que la Chine bloquerait des flux commerciaux indésirables en temps de paix, mais elle pourrait restreindre et surveiller le passage de flottes militaires en cas de tensions, voire rendre très coûteuse une éventuelle intervention américaine dans la zone, notamment pour défendre le détroit de Taiwan. D'importation indienne puis japonaise, le concept d'Indo-Pacifique s'imisce donc dans la pensée stratégique américaine, aussi bien par le *lobbying* japonais que par la prise de conscience d'un réel danger de perte de suprématie pour l'*US Navy*, dans une zone devenant le centre de gravité des affaires internationales au XXI^e siècle. Ce n'est pas le pivot anémique de Barack Obama qui suffira, pas plus que des exercices conjoints entre les quatre partenaires du Quad. La *Third Offset Strategy*, dévoilée par Chuck Hagel, secrétaire à la Défense, en novembre 2015 lors du *Reagan National Defense Forum*, se donne quant à elle pour but de surclasser les capacités chinoises par des avantages technologiques qualitatifs censés surmonter les désavantages quantitatifs sur le champ de bataille. L'idée est de coupler des avancées technologiques maîtrisées par les États-Unis –cyber, Big Data, intelligence artificielle, miniaturisation, robotique, véhicules autonomes ou commandés à distance – afin de surpasser tout ennemi potentiel. Cette stratégie pourrait s'inscrire entre autres à travers le Quad via des coopérations technologiques, même si rien n'est pour le moment annoncé. En fin de compte, avec ou sans *Third Offset*, les Chinois sont maintenant déjà présents, et il est impossible désormais de les débouter sans conflit ouvert et avec des conséquences potentiellement fâcheuses.

Sources

1. Cette appellation, « *string of pearls* » en anglais, a été pour la première fois utilisée en novembre 2004, dans un rapport du Département de la Défense américain, intitulé « *Energy futures in Asia* ». Elle est ensuite popularisée par la Washington Times en 2005. Cette expression désigne la politique chinoise d'investissements commerciaux et militaires pour dessiner une voie maritime jusqu'en Afrique, dans le cadre du projet *One*

Belt One Road. Aujourd'hui, cette stratégie a considérablement évolué, tant sur le plan géographique que sectoriel et est communément nommé *Belt and Road Initiative*.

2. « The real significance of the Quad », *Australia Strategic Policy Institute*, Barton, 24 octobre 2018.
3. « A shift in the center of gravity of international affairs from the Atlantic to the Pacific and Indian oceans. », *Campbell Asia*, p. 28, 2008.
4. Ben Werner « Esper : Pentagon evaluating how to expand Indo-Pacific presence », *USNI News*, 27 août 2019.

Source : Le Grand Continent

Document 16

Belt and Road Initiative (extrait du site officiel "Belt and Road Initiative")

According to the Asian Development Bank (ADB), Asia faces an infrastructure funding gap of estimated USD 26 trillion through 2030. To address this gap, various regional and sub-regional initiatives aim to develop better transport connectivity within Asia. This includes, among others, the Association of South East Asian Nation (ASEAN) Connectivity initiative, the Central Asia Regional Economic Cooperation (CAREC) Program, the Greater Mekong Sub-Region (GMS) Cooperation Program, the South Asia Sub-regional Economic Cooperation (SASEC) Program, and the **Belt and Road Initiative (BRI)**.

BRI is a transcontinental long-term policy and investment program which aims at infrastructure development and acceleration of the economic integration of countries along the route of the historic Silk Road. The Initiative was unveiled in 2013 by China`s president Xi Jinping and until 2016, was known as OBOR – One Belt One Road. On March 28, 2015, the official outline for the Belt and Road Initiative was issued by the National Development and Reform Commission (NDRC), the Ministry of Foreign Affairs (MOFA) and the Ministry of Commerce (MOFCOM) of the People`s Republic of China (PRC), with authorization of the State Council.

Aims of the Belt and Road Initiative

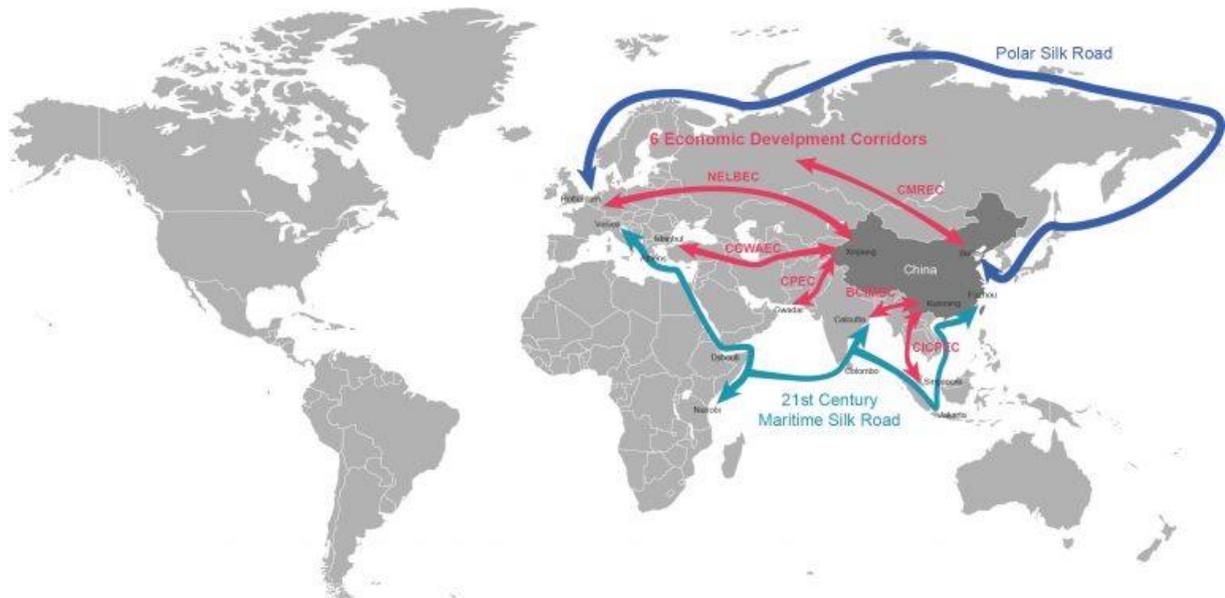
According to the official outline, BRI aims to “promote the connectivity of Asian, European and African continents and their adjacent seas, establish and strengthen partnerships among the countries along the Belt and Road, set up all-dimensional, multi-tiered and composite connectivity networks, and realize diversified, independent, balanced and sustainable development in these countries.”

BRI is a global initiative but by its nature of building on the historic Silk Road puts a major focus on countries in Asia, Eastern Africa, Eastern Europe and the Middle East, a region mainly composed of emerging markets. According to the Belt and Road Portal, currently 71 countries are taking part in the Initiative, together representing more than a third of the world`s GDP and two thirds of the world`s population.

The Belt and Road Initiative combines two initiatives

1. The (land based) Silk Road Economic Belt, comprising six development corridors
2. The 21st Century Maritime Silk Road

Additionally the map shows the Polar Silk Road, referring to the Northern Sea Route (NSR), as officially mentioned in China`s Arctic policy.



The Belt and Road Initiative

The Silk Road Economic Belt

The Silk Road Economic Belt is a long-term vision for the infrastructural development, connectivity and economic cooperation of Eurasia and is spanning six development “corridors”, namely:

1. New Eurasian Land Bridge Economic Corridor (NELBEC)
2. China – Mongolia – Russia Economic Corridor (CMREC)
3. China – Central Asia – West Asia Economic Corridor (CCWAEC)
4. China – Indochina Peninsula Economic Corridor (CICPEEC)
5. Bangladesh – China – India – Myanmar Economic Corridor (BCIMEC)
6. China – Pakistan Economic Corridor (CPEC)

The 21st Century Maritime Silk Road

The 21st Century Maritime Silk Road connects China to Southeast Asia, Indonesia, India, the Arabian peninsula, Somalia, Egypt and Europe, encompassing the South China Sea, Strait of Malacca, Indian Ocean, Gulf of Bengal, Arabian Sea, Persian Gulf and the Red Sea.

The Polar Silk Road

On January 26, 2018, the State Council Information Office of the People’s Republic of China published a white paper, titled “China’s Arctic Policy”, vowing to actively participating in Arctic affairs. The document is a blueprint for China’s Arctic strategy and its ambition to develop a “Polar Silk Road” under the “Belt and Road Initiative”.

The land based Silk Road Economic Belt, the 21st Century Maritime Silk Road and the Polar Silk Road can not be considered separately and need to be understood as complement to each other regarding the strategic integration of the regions under BRI.

Cooperation Priorities

The official Belt and Road Initiative outline promotes the joint formulation of development plans and measures for advancing cross-national or regional cooperation between countries involved in BRI. This includes intergovernmental cooperation and multi-level macro policy exchange, communication mechanisms and policy support for the implementation of large-scale projects and the coordination in monetary policy.

According to the outline, the Belt and Road Initiative is based on five cooperation priorities:

- 1. Policy coordination** (Promotion of intergovernmental cooperation, multi-level intergovernmental macro policy exchange and communication mechanism)
- 2. Facilities connectivity** (Improvement of connectivity of infrastructure construction plans and technical standards systems)
- 3. Unimpeded trade** (Reduction of investment and trade barriers, promotion of regional economic integration)
- 4. Financial integration** (Coordination and cooperation in monetary policy, set-up of financing institutions)
- 5. People-to-people bonds** (Cultural and academic exchange and dialogue, media cooperation)

Coordination of the Initiative

The Belt and Road Initiative has no formal institutionalized body and its implementation includes multiple actors and stakeholders. The overseeing body of BRI is the “Office of the Leading Group on Promoting the Implementation of Belt and Road Initiatives” which is under the National Development and Reform Commission (NDRC). The leading group is in charge of guiding and coordinating work related to the initiative. Chair of the leading group is Han Zheng, Executive Vice Premier of the State Council. Deputy head of the leading group is Hu Chunhua, Vice Premier of the State Council.

An important role in the implementation of BRI plays China’s new State International Development Cooperation Agency (SIDCA). The agency was unveiled on April 18, 2018 and will be responsible for strategic guidelines and policies on foreign aid. SIDCA will be answerable to the State Council and according to State Council “will better serve the country’s global strategy and to build the Belt and Road Initiative”.

Various Chinese governmental agencies are involved in the formulation and implementation of BRI, including the National Development and Reform Commission (NDRC), the Ministry of Commerce (MOFCOM), the Ministry of Foreign Affairs (MOFA) or the Ministry of Culture (MoC).

To complement the BRI blueprint, almost all provinces in China such as Hebei or Henan have elaborated own BRI implementation plans.

Selected BRI policies and guidelines can be found here.

Funding of the Initiative

The funding of the Belt and Road Initiative will be secured by various institutional mechanisms such as:

1. Policy Banks

Agricultural Development Bank of China (ADBC)

China Development Bank (CDB)

Export-Import Bank of China (CHEXIM)

2. State Owned Banks

Agricultural Bank of China (ABC)

Bank of China (BOC)

China Construction Bank (CCB)

Industrial and Commercial Bank of China (ICBC)

3. State Owned Funds (selection)

China Investment Corporation (CIC)

Silk Road Fund (SRF)

4. International Financing Institutions (selection)

Asian Development Bank (ADB)

Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB)

New Development Bank (NDB)

To fully fund the total BRI project volume of estimated USD 4 to 8 trillion, diverse funding channels such as BRI bonds, private capital investment and public-private partnerships (PPP) but also State-Owned Enterprise (SOE) investment will be crucial for the success of the Initiative.

List of countries having signed Memorandums of Understanding with China about BRI

Italy	<u>MoU</u>	2019
New Zealand	<u>MoA</u>	2017
African Union	<u>MoU</u>	2018
Albania	<u>MoU</u>	2017
Algeria	<u>MoU</u>	2018
Antigua and Barbuda	<u>MoU</u>	2018
Arab Chambers of Commerce	<u>MoU</u>	2017
Azerbaijan	<u>MoU</u>	2015
Bahrain	<u>MoU</u>	2018
Bolivia	<u>MoU</u>	2018
Bosnia and Herzegovina	<u>MoU</u>	2017
Bulgaria	<u>MoU</u>	2015
Cameroon	<u>MoU</u>	2018
Chile	<u>MoU</u>	2018
Costa Rica	<u>MoU</u>	2018
Cote d'Ivoire	<u>MoU</u>	2018
Croatia	<u>MoU</u>	2017
Czech Republic	<u>MoU</u>	2015
Egypt	<u>MoU</u>	2016
Ethiopia	<u>MoU</u>	2018
Fiji	<u>MoU</u>	2018

Ghana	<u>MoU</u>	2018
Greece	<u>MoU</u>	2018
Grenada	<u>MoU</u>	2018
Guyana	<u>MoU</u>	2018
Hungary	<u>MoU</u>	2015
Israel	<u>MoU</u>	2017
Jamaica	<u>MoU</u>	2019
Kenya	<u>MoU</u>	2018
Latvia	<u>MoU</u>	2016
Lebanon	<u>MoU</u>	2017
Libya	<u>MoU</u>	2018
Madagascar	<u>MoU</u>	2017
Malta	<u>MoU</u>	2018
Montenegro	<u>MoU</u>	2017
Morocco	<u>MoU</u>	2017
Nigeria	<u>MoU</u>	2018
Niue	<u>MoU</u>	2018
Oman	<u>MoU</u>	2018
Panama	<u>MoU</u>	2017
Poland	<u>MoU</u>	2015
Portugal	<u>MoU</u>	2018
Romania	<u>MoU</u>	2015
Rwanda	<u>MoU</u>	2018
Samoa	<u>MoU</u>	2018
Senegal	<u>MoU</u>	2018
Serbia	<u>MoU</u>	2015
Seychelles	<u>MoU</u>	2018
Sierra Leone	<u>MoU</u>	2018
Singapore	<u>MoU</u>	2018
Slovakia	<u>MoU</u>	2015
Somalia	<u>MoU</u>	2018
South Africa	<u>MoU</u>	2015
Trinidad and Tobago	<u>MoU</u>	2018
Tunesia	<u>MoU</u>	2018
Turkey	<u>MoU</u>	2015
Vanuatu	<u>MoU</u>	2018
Victoria, Australia	<u>MoU</u>	2018
Bahrain	<u>MoU</u>	MoU 2018

Source : site officiel Belt and road Initiative

Document 17

L'Europe a besoin d'une stratégie pour l'Indopacifique

12.04.2021 – Interview de Heiko Maas, *Handelsblatt*

L'avenir politique mondial se joue en Asie. L'Allemagne doit y renforcer son engagement – sous la forme d'une stratégie européenne pour l'Indopacifique. Le ministre fédéral des Affaires étrangères Heiko Maas s'exprime dans une tribune publiée dans le journal Handelsblatt.

La pandémie a anéanti de nombreuses certitudes. En revanche, elle a renforcé l'une des grandes tendances de la politique mondiale, à savoir l'essor de l'Asie. Tandis que l'économie mondiale s'effondrait en 2020, des économies comme celles du Viet Nam ou de la Chine étaient en pleine expansion. En particulier certaines sociétés ouvertes en Asie nous montrent comment le virus peut être endigué avec succès. De plus, sans l'Inde, principal pays exportateur de vaccins, le monde ne pourra pas vaincre la pandémie.

En tant que nation exportatrice, l'Allemagne a longtemps observé la montée en puissance de l'Asie sous la perspective des opportunités économiques. Mais aujourd'hui, cela ne suffit plus. Car cette progression a finalement abouti à la naissance de trois Asie : il y a tout d'abord l'Asie de l'économie – une Asie que l'on connaît bien : dynamique, ouverte, connectée. Mais il y a aussi une Asie de la géopolitique, marquée par des nationalismes, des conflits territoriaux et une course aux armements de plus en plus durs, ainsi que la rivalité sino-américaine. Et enfin, il y a une Asie des défis mondiaux sans laquelle une mondialisation juste et la maîtrise de la pandémie ou de la crise du climat ne sont pas possibles.

Or, ces trois Asie se heurtent de plus en plus : les rivalités géopolitiques menacent le commerce libre. La lutte contre la pandémie se transforme en une concurrence systémique entre démocratie et autoritarisme. La croissance économique tumultueuse aggrave fortement le changement climatique. Avec ces dynamiques, la région située entre la côte est de l'Afrique et la côte ouest de l'Amérique, cette région appelée l'Indopacifique, déterminera largement l'avenir du monde.

Pour l'Allemagne, cela signifie que nous devons davantage investir dans cette région, non pas seulement sur le plan économique, mais aussi politique. C'est la raison pour laquelle nous avons adopté pour la première fois des lignes directrices pour l'Indopacifique comme cadre dans lequel nous proposons des coopérations à tous les pays de la région : pour des économies ouvertes et le libre-échange, pour la lutte contre la pandémie et le changement climatique, et pour un ordre inclusif et fondé sur des règles.

Le poids d'une Europe unie est nécessaire pour faire valoir ces intérêts. Aux côtés de la France et des Pays-Bas, nous nous sommes donc attelés à l'élaboration d'une stratégie européenne pour l'Indopacifique. Elle devrait être prête d'ici la fin de l'année, nos consultations au niveau des ministres des Affaires étrangères débutant dès ce mois-ci.

Une telle stratégie européenne pour l'Indopacifique doit tenir compte des trois Asie. Elle se base sur l'Asie de l'économie, puisque c'est dans ce domaine que l'UE et l'Allemagne sont déjà bien placées. Pour de nombreux pays de la région, l'Europe est en effet un partenaire crucial pour ce qui concerne le commerce, les technologies et les investissements. La seule

République fédérale d'Allemagne effectue actuellement un cinquième de ses échanges extérieurs avec les pays de cette région, et des millions d'emplois en dépendent.

D'où la nécessité pour nous de nous montrer encore plus ambitieux en matière de commerce. Ces derniers temps, l'Union européenne a conclu des accords de libre-échange porteurs d'avenir qui fixent des normes écologiques et sociales. En même temps, les pays d'Asie orientale et du Sud-Est ont créé, fin 2020, la plus grande zone de libre-échange du monde : elle couvre un tiers de l'économie mondiale. J'en conclus que si nous ne devenons pas plus actifs, d'autres écriront à notre place les règles du futur. Il est donc temps que l'UE mène rapidement à bien les négociations en cours sur les accords commerciaux avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, et qu'elle avance dans les négociations avec l'Indonésie et avec l'Inde.

De cette manière, nous réduirons également les situations de dépendance dont nous avons fait la douloureuse expérience dans le contexte de la crise du coronavirus. Cela se résume en un mot : la diversification. La Chine reste pour nous, bien sûr, un partenaire économique central mais en même temps nous ne devons pas négliger des économies développées comme le Japon ou la Corée du Sud ou encore les marchés en expansion d'Asie du Sud. Cela vaut au même titre pour l'Asie du Sud-Est : l'Indonésie est cette année le pays partenaire de la Foire de Hanovre.

De concert avec ses partenaires de la région indopacifique, l'Europe peut fixer des normes pour les nouvelles technologies, une transition numérique humaine et une connectivité durable. Ce faisant, l'Europe bénéficie de certains atouts : sa force d'innovation et sa puissance économique ainsi son pouvoir régulateur. Lors du sommet UE-Inde qui se tiendra au mois de mai, nous voulons créer avec New Delhi un partenariat sur la connectivité qui resserre encore davantage les liens entre les économies numériques indienne et européenne. Et avec le nouveau gouvernement du président américain Joe Biden, nous avons l'intention de nous concerter étroitement pour assurer des accès aux marchés et des conditions d'investissement équitables. Ces mesures renforcent une Asie ouverte et connectée comme moteur de l'économie mondiale.

D'un autre côté, les tensions augmentent dans l'Asie de la géopolitique. Or de nouvelles guerres froides, voire des conflits aigus dans l'Indopacifique, voilà qui serait un cauchemar économique et politique. L'Europe doit donc s'engager davantage contre la polarisation et en faveur d'un espace indopacifique fondé sur des règles et inclusif.

Le partenariat stratégique conclu en décembre dernier par l'UE et l'ASEAN, l'association des nations de l'Asie du Sud-Est, nous relie avec des puissances moyennes animées du même esprit. Nous réaffirmons l'intérêt que l'Allemagne porte à la coopération, à des voies maritimes libres et au respect du droit international – dont les sanctions contre la Corée du Nord – en dépêchant un navire de la marine allemande dans la région et en adhérant à l'accord relatif à la lutte contre la piraterie en Asie. De plus, la ministre fédérale de la Défense, Annegret Kramp-Karrenbauer, et moi-même avons prévu de discuter pour la première fois, ce mardi, avec nos homologues japonais des défis que posent le libre-échange et la sécurité dans la région.

Réduire les rivalités géopolitiques en Asie est aussi une condition nécessaire pour pouvoir forger l'avenir avec l'Asie des défis mondiaux. Les États-Unis, la Chine, l'Inde et l'Union européenne, les plus grands émetteurs de CO₂, ne sortiront vainqueurs de la lutte contre le changement climatique qu'en agissant ensemble. Le sommet sur le climat qui sera organisé la semaine prochaine par les États-Unis pose les jalons de la coopération. L'Allemagne et l'Europe en profiteront également, eux qui investissent depuis des années dans les énergies renouvelables, la protection du climat et la biodiversité dans la région indopacifique.

Face à la lutte contre la Covid-19 également, les pays d'Europe et ceux de l'Indopacifique ont besoin les uns des autres. Nous tablons sur des solutions multilatérales. Ainsi, l'Union européenne est de loin le plus grand soutien du mécanisme international COVAX. En tant que principal producteur de vaccins, l'Inde est le premier fournisseur de ce mécanisme. Nous en profitons tous puisque sans campagne de vaccination mondiale, les variants ne cessent de nous faire reculer dans la lutte contre la pandémie.

Pour finir, l'Europe poursuivra dans l'Indopacifique son engagement en faveur des droits de l'homme et de la démocratie. Nous l'avons montré dernièrement en appliquant des sanctions contre les responsables de violations des droits de l'homme à Xinjiang, et contre la junte au Myanmar qui conduit son pays au bord de la guerre civile. Il va de soi que cela n'est pas gratuit. Mais la crédibilité et la fermeté des principes restent pour nous des garde-fous de la politique mondiale.

Ce sont les populations sur place qui décident de l'avenir de l'Asie. L'Europe est prête pour un nouveau partenariat qui consiste à rechercher le dialogue avec l'Asie de l'économie en tant que région ouverte, à maîtriser ensemble la rivalité géopolitique en Asie et à donner, avec l'Asie des défis mondiaux, des réponses pour l'avenir. Tel doit être l'objectif de la politique européenne, pour et avec l'Indopacifique.